

INTRODUCTION DE LA BDL EN BOURSE

44,2 millions d'actions en vente à partir du 20 janvier

La Banque de Développement Local (BDL) s'apprête à franchir une étape historique avec son introduction en Bourse prévue pour le 20 janvier 2025. À travers cette opération d'envergure, la BDL mettra en vente 44,2 millions d'actions, soit 30 % de son capital social, au prix unitaire de 1 400 DA. L'objectif est de lever 61,88 milliards de DA, dont 17,68 milliards en prime d'émission, permettant ainsi de porter le capital social de la banque de 103,2 milliards à 147,4 milliards de DA, a annoncé mardi dernier Youcef Bouzenada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), lors d'une conférence de presse. P 3



GRÂCE AU LANCEMENT DE PLUSIEURS PROJETS STRATÉGIQUES

2024, une année fructueuse pour l'agriculture algérienne

Le secteur de l'agriculture a connu, en 2024, une dynamique exceptionnelle grâce à la multiplication des initiatives et au lancement de plusieurs projets stratégiques visant à augmenter la production nationale, notamment dans les filières céréalières et laitières, afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer l'autosuffisance du pays.

P 2

NOUVEL AN

Le Président Tebboune présente ses vœux au peuple algérien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, mardi soir, au peuple algérien, ses vœux à l'occasion de l'avènement du nouvel an 2025, appelant à la poursuite des efforts pour que la nouvelle année soit riche en réalisations et en acquis.

P 16

ALGERIAN SOLB

Démarrage imminent du haut fourneau

La direction générale du complexe ALGERIAN SOLB "ALSOLB" (ex-Sider El Hadjar) a annoncé, mardi, dans un communiqué, l'arrivée, à partir de janvier 2025, de la première cargaison de coke (charbon), matière essentielle pour le fonctionnement du haut-fourneau qui est à l'arrêt temporaire depuis 10 jours. Elle a précisé que la production se poursuit au niveau des autres unités de fabrication. « Le Complexe ALSOLB prévoit l'arrivée de la première cargaison de coke (charbon) au début de janvier 2025, suivie de deux autres dans les jours qui suivent », indique le communiqué.

P 5

APPLICABLES AU 1ER SEMESTRE 2025

**La Banque d'Algérie fixe les
seuils des taux d'intérêt
excessifs** P 5

BANQUES

**Le système de paiement
DZ Mob Pay renforcera
l'inclusion financière** P 3

PLUSIEURS PROJETS
LANCÉS EN 2024

**Le secteur minier affiche de
belles performances** P 5

POMMES DE TERRE HORS SAISON

Production prévisionnelle de plus de 1,2 million de qx à Mascara

Une production de plus de 1,2 million de quintaux (qx) de pommes de terre hors saison est attendue au cours de l'actuelle saison agricole dans la wilaya de Mascara, a indiqué mercredi le directeur local des Services Agricoles (DSA), Mohamed Amine Djebri. M. Djebri a déclaré, à l'APS, que la récolte de ce produit a été lancée il y a plusieurs semaines, faisant état d'une production prévisionnelle de plus de 1,2 million de quintaux de pommes de terre de consommation et environ 6.300 quintaux de semences, avec un rendement estimé entre 220 et 250 quintaux à l'hectare, selon les prévisions des différentes branches agricoles. Pour la saison agricole en cours, environ 5.200 hectares ont été consacrés à la culture de pommes de terre hors saison, dont 30 hectares pour la production de semences, a ajouté le responsable, soulignant que la production de pommes de terre hors saison connaîtra une "hausse" par rapport à la saison agricole précédente, au cours de laquelle environ 1,1 million de quintaux ont été récoltés. Cette augmentation est due à l'extension des surfaces cultivées destinées à la production de pommes de terre pour la consommation. Le DSA a poursuivi qu'à ce jour plus de 390.000 quintaux de pommes de terre destinées à la consommation ont été récoltés, précisant que la récolte se poursuivra jusqu'à début mars prochain. Dans le but de développer la filière de la pomme de terre pour la prochaine saison agricole, la direction des Services agricoles, en coordination avec la Chambre agricole de la wilaya, le Conseil professionnel intersectoriel de la filière pomme de terre et la Fédération des producteurs de pommes de terre de la wilaya, a lancé en début de saison un programme d'action comprenant des opérations de récolte, de stockage dans les chambres froides disponibles dans la wilaya et de commercialisation dans le cadre du programme de régulation des produits à large consommation mis en place par le ministère de tutelle. A noter que la culture de la pomme de terre hors-saison est répandue dans les régions du sud-ouest de la wilaya de Mascara, notamment dans les communes de Ghriss, Froha, Maoussa, Sidi Kada, Hachem et Sidi Bousaïd, où la DSA recense plus de 1.000 agriculteurs inscrits dans cette filière agricole.

GRÂCE AU LANCEMENT DE PLUSIEURS PROJETS STRATÉGIQUES
2024, une année fructueuse pour l'agriculture algérienne

Le secteur de l'agriculture a connu, en 2024, une dynamique exceptionnelle grâce à la multiplication des initiatives et au lancement de plusieurs projets stratégiques visant à augmenter la production nationale, notamment dans les filières céréalières et laitières, afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer l'autosuffisance du pays.

Synthèse S R.

Sous les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ces initiatives et projets, menés dans différentes régions du pays, témoignent de la volonté des pouvoirs publics de développer ce secteur névralgique qui a su, malgré les défis des dernières années, garantir la disponibilité des produits agricoles. Avec une valeur générée de 37 milliards de dollars, l'agriculture représente le deuxième contributeur au PIB après les hydrocarbures (15%) et demeure un des secteurs économiques les plus importants et pourvoyeurs d'emplois. L'Etat a déployé des moyens considérables pour soutenir cette activité, notamment par une série de mesures incitatives. Parmi ces mesures figurent l'augmentation des subventions pour certains produits de base, comme le relèvement du prix d'achat des céréales et des légumineuses auprès des agriculteurs, et le taux de subvention des engrais, porté à 50% de leur prix de référence pour atténuer l'impact des hausses sur les marchés internationaux. En outre, des dizaines de milliers d'exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique. Ces efforts traduisent l'intérêt prioritaire accordé par l'Etat au secteur agricole, ce qui a accru son attractivité et permis d'établir des partenariats avec des groupes mondiaux, en particulier dans les wilayas du Sud, dotées d'atouts favorables au succès des grands projets. Dans



ce cadre, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a signé, en juillet dernier, un accord-cadre avec la société italienne Bonifiche Ferraresi (BF) pour la réalisation d'un projet intégré de production de céréales, de légumineuses et de pâtes alimentaires. Ce projet, mené en partenariat entre BF et l'Etat algérien, représenté par le Fonds national d'investissement (FNI), couvre une superficie de 36.000 hectares dans la wilaya de Timimoun. Il prévoit la production de blé, lentilles, haricots secs et pois chiches, ainsi que la construction d'unités de transformation pour la fabrication de pâtes alimentaires, de silos de stockage et d'autres infrastructures essentielles. D'un montant total de 420 millions d'euros, ce projet vise à renforcer la production nationale de céréales et

de légumes secs, à accroître les exportations hors hydrocarbures, notamment de pâtes alimentaires, et à créer plus de 6.700 emplois, dont 1.600 permanents. Un autre accord a été signé en avril dernier avec la société qatarie Baladna pour un projet intégré d'élevage de vaches laitières et de production de lait en poudre dans la wilaya d'Adrar. S'étendant sur 117.000 hectares, ce projet comprend trois pôles, chacun intègre une ferme de production de céréales et de fourrage, une ferme d'élevage de vaches pour la production de lait et de viande, ainsi qu'une usine de fabrication de lait en poudre. Une fois réalisé, ce projet permettra de couvrir localement 50% des besoins nationaux en poudre de lait, d'approvisionner le marché en viande rouge et de contribuer à l'augmentation du cheptel bovin national. Par ailleurs, il prévoit la production de lait infantile dans la wilaya d'Adrar. D'une valeur de 3,5 milliards de dollars, le projet Baladna devrait créer globalement 5.000 emplois directs. Ces deux projets viennent s'ajouter à d'autres investissements lancés par des opérateurs nationaux dans le cadre de la stratégie étatique d'expansion des superficies agricoles, notamment dans les wilayas du Sud, pour des cultures stratégiques comme le blé dur, le maïs jaune et les oléagineux. Cette stratégie vise également l'irrigation d'un million d'hectares et l'autosuffisance dans trois récoltes clés : le maïs, l'orge et le blé dur.

MOSTAGANEM

Production de plus de 126 000 quintaux de viandes

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production de plus de 126.000 quintaux de viandes blanches et rouges, durant la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Un bilan annuel du service de production et d'appui technique a indiqué que la production de viandes blanches, au cours de cette campagne, a atteint 95.519 quintaux, dont 90.103 quintaux de poulet et 5.416 quintaux de dinde. Par ailleurs, 30.720 quintaux de viandes

rouges ont été produits, dont 17.753 quintaux de viande bovine, 10.292 quintaux de viande ovine et 2.675 quintaux de viande caprine, a précisé la même source, relevant que 22.656 têtes de bétail ont été contrôlées lors des opérations d'abattage. Par ailleurs, la campagne 2023-2024 a donné lieu à la production de 312 millions d'œufs, soit une augmentation de 38 millions d'unités (+14 %) par rapport à la campagne précédente (2022-2023), a-t-on indiqué. La même campagne a enregistré, également, une production de 1.365

quintaux de laine, la collecte de 387 quintaux de peaux, ainsi que 900 quintaux de miel récoltés de 20.000 ruches, selon la même source. Le bilan a mis en évidence que le cheptel de la wilaya de Mostaganem a atteint, à la fin de l'année en cours, plus de 135.000 têtes, dont 109.323 ovins, 11.000 bovins et 14.784 caprins. Concernant la production annuelle de viandes blanches dans la wilaya, le bilan fait état d'environ 6,1 millions de poulets, 48.000 dindes et plus de 1,5 million de poules pondeuses.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INTRODUCTION DE LA BDL EN BOURSE

44,2 millions d’actions en vente à partir du 20 janvier

La Banque de Développement Local (BDL) s’apprête à franchir une étape historique avec son introduction en Bourse prévue pour le 20 janvier 2025. À travers cette opération d’envergure, la BDL mettra en vente 44,2 millions d’actions, soit 30 % de son capital social, au prix unitaire de 1 400 DA. L’objectif est de lever 61,88 milliards de DA, dont 17,68 milliards en prime d’émission, permettant ainsi de porter le capital social de la banque de 103,2 milliards à 147,4 milliards de DA, a annoncé mardi dernier Youcef Bouzenada, président de la Commission d’Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), lors d’une conférence de presse.

Par Mourad A.

Selon le président de la COSOB, cette initiative s’inscrit dans une stratégie nationale visant à moderniser et diversifier les sources de financement tout en dynamisant un marché boursier encore en quête de vitalité. Il a rappelé que la COSOB avait travaillé étroitement avec la BDL pendant six mois pour préparer cette introduction, notamment à travers l’élaboration minutieuse de la notice d’information. « Ce document, essentiel à la transparence et à la rigueur de l’opération, reflète notre engagement à accompagner les entreprises désireuses de s’introduire en Bourse. Nous l’avons conçu pour garantir que toutes les parties prenantes aient accès à des informations claires et détaillées », a-t-il précisé.

De son côté, Youssef Lalmas, directeur général de la BDL, a décrit cette introduction en Bourse comme « bien plus qu’un simple levier financier ». Il a insisté sur son importance stratégique pour l’économie algérienne, la qualifiant de « véritable opportunité pour les investisseurs algériens de participer à une transformation économique majeure ». Afin de maximiser la portée de cette initiative, M. Lalmas a annoncé qu’une vaste campagne de communication serait lancée pour informer le public des modalités de souscription et des avantages liés à l’acquisition des actions de la BDL. Les modalités de cette offre publique de vente (OPV) ont été soigneusement étudiées pour maximiser

l’accessibilité et encourager la participation des différents types d’investisseurs. La segmentation prévoit 40 % des actions pour les personnes physiques, 30 % pour les investisseurs professionnels et 30 % pour les personnes morales algériennes. M. Bouzenada a précisé que la souscription minimale varierait entre 10 et 1 000 actions selon le profil de l’investisseur. Il a également mis en avant les incitations fiscales attractives, notamment l’exonération d’impôt sur les dividendes et les plus-values pendant une durée de cinq ans, conformément à la législation en vigueur. Le président de la COSOB a par ailleurs souligné l’importance de renforcer l’attractivité de la Bourse d’Alger. « Nous manquons encore de titres échangés sur le marché, ce qui limite son dynamisme. Avec des institutions comme la BDL, capables de générer des bénéfices et de distribuer des dividendes, nous espérons revitaliser le marché et attirer de nouveaux investisseurs », a-t-il déclaré. Il a également exprimé l’espoir que la cotation de grandes banques publiques, à l’instar de la BDL, inspire confiance aux entreprises privées et les incite à envisager leur propre introduction en Bourse.

Dynamiser le marché boursier

Appuyant cette vision, Youssef Lalmas a affirmé que l’introduction de la BDL contribuerait non seulement à diversifier les ressources financières de la banque, mais également à redynamiser un marché

boursier souvent critiqué pour son manque d’activité. Il a ajouté que cette démarche s’inscrivait dans une dynamique globale de modernisation, renforcée par l’adoption récente d’un nouveau cadre réglementaire. « Le nouveau règlement général de la Bourse, qui remplace celui de 1997, a levé plusieurs obstacles et introduit des pratiques plus modernes et adaptées à la réalité économique actuelle », a-t-il souligné.

Enfin, M. Bouzenada a insisté sur l’importance d’une coordination efficace pour garantir le succès de cette opération. Un syndicat de placement réunissant les principales banques publiques – BNA, BEA, CPA, BADR, CNEP-Banque – et des institutions privées telles que Société Générale Algérie, Tell Market et Invest Market assurera une large distribution des actions. « Nous voulons offrir aux investisseurs toutes les garanties de transparence et d’accès à l’information, grâce à la disponibilité des documents liés à l’opération, que ce soit au siège de la BDL ou via nos plateformes en ligne », a-t-il conclu. Cette introduction en Bourse ne se limite pas à une simple ouverture de capital : elle amorce une transformation ambitieuse qui pourrait redéfinir le paysage économique algérien. Soutenu par une vision stratégique claire et une coordination exemplaire entre acteurs publics et privés, ce projet incarne une volonté d’aligner les ambitions nationales sur les attentes des investisseurs, promettant ainsi une nouvelle ère pour le marché financier du pays.

APPLICABLES AU 1ER SEMESTRE 2025

La Banque d’Algérie fixe les seuils des taux d’intérêt excessifs

La Banque d’Algérie a fixé les seuils des taux d’intérêt excessifs applicables au titre du premier semestre 2025, selon une note de la banque centrale datée du 11 décembre.

« Conformément à l’instruction n° 08-16 du 1er septembre 2016, relative aux modalités de fixation des taux excessifs, modifiée et complétée, notamment ses articles 13 et 14 et sur la base des déclarations des taux effectifs globaux, au titre du deuxième semestre 2024 par les banques et établissements financiers, la Banque d’Algérie fixe, au titre du premier semestre 2025, les seuils des taux d’intérêts excessifs des différentes catégories de concours », indique la note. Pour les découverts, la Banque d’Algérie a fixé le seuil du taux d’intérêt excessifs à 8,58%, pour les crédits à la consommation à 10,47% et pour les crédits à court terme à 7,93%. S’agissant des crédits à moyen terme, la banque centrale a fixé le seuil du taux d’intérêt excessifs à 7,13% et pour les crédits à long terme à 6,74%. Pour ce qui est du crédit de financement de l’habitat, la Banque d’Algérie a fixé le seuil du taux d’intérêt excessifs à 7,43% et pour le leasing à 11,60%.

Les seuils taux d’intérêt excessifs fixés pour fixer le deuxième semestre 2024 étaient comme suit : 8,48% pour les découverts bancaires, 10,54% pour le crédit à la consommation, 7,79% pour les crédits à court terme, 7,32% pour les crédits à moyen terme, 6,66% pour les crédits bancaires à long terme, 7,63% pour le financement de l’habitat et 11,87% pour le leasing.

R E.

BANQUES

Le système de paiement DZ Mob Pay renforcera l’inclusion financière

Le président de l’Association des banques et des établissements financiers (ABEF), Mohand Bourai, a affirmé que l’activation, à partir de janvier 2025, du système de paiement électronique basé sur l’utilisation du téléphone mobile DZ Mob Pay pour effectuer des transactions de paiement et de transfert via les banques renforcera l’inclusion financière en Algérie. « À partir de janvier 2025, les clients de certaines banques pourront effectuer des paiements mobiles en scannant un QR code », a indiqué M. Bourai dans une déclaration à l’APS, soulignant l’importance de ce système alliant gratuité, rapidité et interopérabilité dans "la simplification du paiement électronique et le renforcement de l’inclusion financière dans le pays, en offrant aux citoyens et aux commerçants le choix des moyens de

paiement". Trois établissements financiers offrent actuellement le service de paiement par smart-phone, à savoir la Banque nationale d’Algérie (BNA), Al Salam Bank Algeria et Algérie Poste (transactions entre clients du même établissement). Ce mode de paiement permet aux clients de payer instantanément leurs achats et factures, entre autres services, en scannant le QR code affiché par le commerçant. Pour concrétiser cette démarche, les banques et Algérie Poste ont investi dans la sécurisation du système et la Société d’automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM) a assuré l’interconnexion des données bancaires et celles d’Algérie Poste, garantissant ainsi l’interopérabilité. Le Groupement d’intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) a annoncé, lundi dans un com-

munié, que le nouveau système de paiement électronique basé sur l’utilisation du téléphone mobile DZ Mob Pay sera opérationnel au courant du mois de janvier 2025 par les banques. "Alliant innovation, sécurité et interopérabilité, ce nouveau système de paiement facilitera les transactions au quotidien des citoyens et des commerçants", a indiqué l’organe de régulation chargé du système monétique national, précisant que DZ Mob Pay "permettra à tous les citoyens d’effectuer des paiements de proximité via QR code et des transferts entre particuliers". Parmi ses avantages, la souscription simple et sécurisée et la gratuité des transactions pour les utilisateurs et les commerçants, selon la même source. Le paiement mobile est opérationnel en Algérie depuis 2022. Dans une première phase, le service a été ouvert en intra-

bancaire avant de lancer l’interopérabilité des paiements mobiles grâce à la plateforme Switch Mobile en juin 2024. M. Bourai a, par ailleurs, indiqué que les banques s’emploieront en 2025 à augmenter le nombre de Terminaux de paiement électronique (TPE) au niveau des commerces, d’autant que les consommateurs optent de plus en plus pour ce mode de paiement, précisant que le montant des opérations de paiement électronique par TPE a atteint près de 36 milliards de DA jusqu’à octobre 2024. Il a ajouté que les paiements en ligne ont enregistré plus de 14,8 millions de transactions d’une valeur avoisinant les 39 milliards de DA jusqu’à octobre dernier. Quant au paiement mobile, plus de 75 millions de transactions ont été enregistrées pour un montant total des paiements de plus de 434 milliards de DA.

AIR ALGÉRIE

34 vols intérieurs ajoutés au programme hebdomadaire à partir de février prochain

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, le renforcement de son programme de vols intérieurs par l'ajout de 34 nouveaux vols hebdomadaires, à partir du 1er février 2025. Les nouveaux vols permettront d'ajouter un total de 3.588 sièges supplémentaires, selon la même source soulignant que ce renforcement concernera des destinations nationales "variées", ce qui offrira aux clients "davantage de choix et une meilleur flexibilité dans la planification de leurs voyages". Cette mesure s'inscrit dans le cadre de "la mise en oeuvre de la politique du président de la République, visant à renforcer la connectivité aérienne entre les différentes régions du pays et à améliorer les services offerts aux citoyens", ajoute la compagnie aérienne dans son communiqué.

Le CSJ remet les meilleurs projets du "Hackathon" au Haut-commissariat à la numérisation

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a remis, mardi soir, au siège du Conseil, les conclusions et les meilleurs projets du "Hackathon" à la Haut-commissaire à la numérisation, au rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud pour les examiner dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale de transformation numérique. Cette initiative s'inscrit, selon le CSJ, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les liens de communication avec les jeunes de la communauté nationale à l'étranger outre la mise en valeur du "Hackathon" qualitatif organisé par les membres du Conseil en France au début de cette année sur la politique de numérisation en Algérie. Trois (3) meilleurs projets ont été sélectionnés parmi les propositions présentées par les jeunes de la communauté ayant participé aux groupes de réflexion et aux workshops du "Hackathon".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-1,00	-1,80	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,39	2,05	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 235,00	NC	0,00	-0,31	-2,03	11,76	5,59	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,87	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-12,46	2,03	-	0	0,00

CONCEPTION DE PUCES ÉLECTRONIQUES

Inauguration d’une usine à Alger

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a inauguré, à Baba Hassen (Alger), une usine de conception de puces électroniques relevant du Centre de développement des technologies avancées (CDTA). S'exprimant à la presse, M. Baddari a indiqué que cette inauguration s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sectoriel (2024-2029) issu de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour faire de l'Université un des leviers de l'économie

innovante tout en renforçant rôle économique. Il a ajouté que cette usine qui "produira sa première puce mars prochain et qui est en mesure de concevoir des puces électroniques par différentes technologies, dont la technologie 65 nanomètres", est la première du genre en Algérie et maîtrisera la conception et la fabrication des puces électroniques à l'avenir. Le ministre a également visité l'incubateur qui accompagnera la création de 25 startups activant dans le domaine des technologies avancées, dont des entreprises spécialisées dans les détecteurs d'incendie et les

détecteurs de zones de boue au niveau des barages.M. Baddari a également écouté des présentations sur des projets proposés par cinq filiales spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que la filiale de fabrication de systèmes de capteurs. Aussi, le ministre s'est enquis de certains prototypes technologiques réalisés par ce Centre qui cumule plus de 40 ans d'expérience dans divers domaines technologiques, notamment la "robotique", "l'ingénierie des systèmes et le multimédia", et "la microélectronique et l'optique".

RECHARGEMENTS VIA UN PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Algérie Télécom annonce des avantages exclusifs pour ses clients

Algérie Télécom"a annoncé, mardi dans un communiqué, la mise en place, à partir du 1er janvier 2025, de nouveaux avantages exclusifs pour tout rechargement d'abonnements internet effectué via le paiement électronique. "Grâce à cette offre exceptionnelle, les clients des services Idoom adsl, Idoom vdsl et Idoom fibre qui rechargent leurs abonnements internet pour une durée allant de 1, 3, 6 ou 12 mois via l'ensemble des plateformes de paiement

électronique, notamment l'espace client d'Algérie Télécom, l'application mobile My Idoom, l'application Baridi Mob d'Algérie Poste, l'application Wimpay de la BNA, ainsi que les terminaux de paiement électronique TPE au niveau de nos agences commerciales à travers les cartes Dahabia et CIB, bénéficieront de journées de connexion bonus", précise la même source. Ainsi, les clients bénéficieront lors de la recharge d'un (1) mois d'un bonus de 3 jours gratuits, la recharge de 3 mois (12 jours), la

recharge de 6 mois (24 jours) et la recharge de 12 mois (48 jours). Avec cette initiative, Algérie Télécom "réaffirme son engagement à simplifier l'accès à ses services, à récompenser la fidélité de ses clients et à encourager l'adoption des solutions numériques, contribuant ainsi au développement de l'inclusion financière en Algérie". Pour plus d'informations, les clients peuvent contacter le numéro 12 ou consulter le site web www.algerietelecom.dz.

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 74,3 \$

Les cours du pétrole étaient en légère hausse mardi, dans un contexte d'échanges limités en raison des fêtes de fin d'année, encouragés par la publication de données favorables à une reprise économique en Chine. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,43% à 74,31 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, prenait 0,51% à 71,35 dollars. Les données récentes en provenance de Chine "laissent supposer que les récents efforts de relance font tourner le moteur économique", affirme un analyste. L'activité manufacturière chinoise a

progressé en décembre pour le troisième mois consécutif, selon des chiffres officiels publiés mardi, un signe positif quant à la capacité de la Chine à atteindre ses objectifs de croissance. Pékin a annoncé ces dernières semaines une série de mesures chocs visant à stimuler l'économie, en proie à une crise de l'immobiliser persistante, une consommation atone et face à la perspective d'une reprise des tensions commerciales avec Washington. La santé économique de la Chine, premier importateur d'or noir au monde, est primordiale pour la demande de pétrole, et une reprise du géant asiatique devrait limiter le déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés pétroliers.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 31 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Décembre 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	82	53	البطاطا
	Tomate	76	86	66	الطماطم
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف
	Ail sec	475	546	404	الثوم الجاف
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	81	90	71	لفت
	Choux fleur	73	81	64	قرنبيط
	Choux	72	80	63	الكرنب
	Courgette	179	195	163	الكوسة
	Haricot vert	231	254	209	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	91	104	79	الخس
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكلمونتين
	Mandarine	102	135	70	المندرين
	Orange	126	152	99	البرتقال
	Citron	129	149	109	الليمون
	Pomme locale	391	497	284	التفاح المحلي
	Datte	513	649	377	التمر
	Banane	449	463	435	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1757	1884	1630	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	385	398	373	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

PLUSIEURS PROJETS LANCÉS EN 2024

Le secteur minier affiche de belles performances

Le Groupe minier Sonarem clôture l'année 2024 sur une performance remarquable avec 200 millions de dollars d'exportations, confirmant la montée en puissance du secteur minier dans la diversification de l'économie nationale. Dans un entretien exclusif à l'APS, le PDG du Groupe, Belkacem Soltani, dresse un bilan positif tout en dévoilant les perspectives ambitieuses pour 2025.

Par Réda Hadi

Contacté par nos soins, le Directeur General de l'Orgm, affiche aussi son optimisme et assure que le plan d'action (2020-2024) initié par les pouvoirs publics en vue de redynamiser le secteur de la mine et lui permettre de faire fructifier, significativement, la croissance nationale commence à porter ses fruits. On peut donc dire, sans trop d'exagération, que c'est par le truchement du potentiel minier que l'Algérie s'émancipera, doucement mais sûrement, de sa dépendance aux hydrocarbures, et c'est bel et bien en cette année 2024, qui a vu le projet de l'élaboration de la cartographie minière nationale, que ce plan d'action sort du cadre purement théorique et virtuel pour se transformer en réalité concrète qui fera du bien aux caisses de l'Etat.

Résumant cette situation, le premier responsable de la Sonarem explique à nos confrères que les exportations de phosphate dominant largement le portefeuille du groupe avec 193 millions de dollars, témoignant du potentiel considérable de cette ressource stratégique. Cette performance s'inscrit dans la stratégie présidentielle visant à réduire la dépendance aux importations minérales tout en déve-

loppant les exportations hors hydrocarbures.

L'année 2025 s'annonce prometteuse avec plusieurs projets structurants en cours. À Constantine, une nouvelle usine de production de carbonate de calcium fin verra le jour dans la région de Bou-nouara, créant des emplois directs et améliorant la qualité des produits dérivés. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de développement du capital humain et de modernisation technologique.

Le programme d'exploration minière, lancé en 2021 et comptant 26 projets, a révélé des ressources insoupçonnées à forte valeur ajoutée. Les découvertes incluent des gisements de feldspath, de lithium et d'uranium, ainsi que diverses pierres rares, élargissant considérablement le potentiel minier du pays. Le secteur de l'or connaît également une dynamique positive. L'exploitation traditionnelle a permis de produire 351 kg entre 2022 et décembre 2024, avec 46 licences d'exploitation délivrées en 2024. La relance prochaine des mines industrielles de Tirek et Amsmissa à Tamanrasset, après une décennie d'arrêt, devrait considérablement augmenter la production nationale.

Les grands projets structurants avancent

à un rythme soutenu. La mine de fer de Gara Djebilet(Tindouf), le complexe phosphatier intégré de Bled El-Hadba (Tébessa) et la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour (Béjaïa) progressent conformément aux objectifs fixés.

L'ouverture aux investissements étrangers se concrétise avec plusieurs manifestations d'intérêt de sociétés internationales. Des entreprises chinoises, malaisiennes, belges et indonésiennes ont déjà présenté des offres d'investissement, témoignant de l'attractivité croissante du secteur minier algérien. La stratégie 2025 du Groupe met l'accent sur le développement des compétences, avec un important volet formation pour maîtriser les nouvelles technologies. Cette approche vise à préparer le secteur aux défis futurs tout en maximisant la valorisation des ressources minières nationales.

Ces résultats encourageants reflètent la transformation progressive du secteur minier algérien, qui s'impose comme un pilier de la diversification économique. Les projets en cours et les perspectives de développement laissent présager une contribution croissante aux exportations hors hydrocarbures, conformément aux objectifs fixés par les plus hautes autorités du pays.

LE QUAI MINÉRALIER EN CONSTRUCTION AU PORT D'ANNABA

Ligne de départ des exportations algériennes de phosphates et d'engrais

Par R E.

Le quai minéralier en cours de réalisation dans le port d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, constituera la "ligne de départ" des expéditions algériennes de produits miniers vers l'étranger, et participera activement à la diversification des exportations. Lancé en travaux en 2024 pour constituer la pierre angulaire et l'aboutissement du projet d'extraction, de transformation et d'exportation des ressources minières de la région Est du pays, notamment celles de la mine de phosphate de Blad El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, le quai minéralier d'Annaba représente un projet structurant de première importance. En parallèle, une ligne de voie ferrée de 422 km est en construction pour être connectée à ce quai minéralier après avoir franchi les wilayas de Souk Ahras, de Guelma et de Skikda, afin d'acheminer, vers Annaba, le phosphate extrait et transformé, destiné à la production d'engrais phosphatés et de fertilisants pour l'exportation et pour la satisfaction des be-

soins nationaux. La construction du quai minéralier, dont la maîtrise d'ouvrage déléguée est assurée par l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires, est confiée à un consortium d'entreprises sino-algérien constitué de la China Harbour Engineering Company (CHEC) et des entreprises publiques COSIDER TP et MEDITRAM. Il s'agit, avait-on expliqué, lors du lancement des travaux, en février dernier, d'un "maillon stratégique de l'effort visant à accroître et à diversifier les exportations hors hydrocarbures, et à assurer l'autosuffisance en matière d'engrais phosphatés et de fertilisants agricoles". Selon le chef du projet de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires, Mohamed-Mehdi Younsi, le chantier du quai minéralier, qui couvre une superficie de 82 hectares dans la zone est du port d'Annaba, fonctionne, 6 mois après le lancement des travaux, sur un "rythme accéléré". Le même responsable avait également indiqué, lors du lancement des travaux, que le quai minéralier, long de 1.600 mètres et d'un tirant d'eau (pro-

fondeur) de 16 mètres, permettra l'accostage de navires de grande taille. Le projet comprend également, la réalisation d'une jetée brise-lames de 1.400 mètres de long, en plus de plusieurs autres installations portuaires. Aujourd'hui, le site du projet, ainsi que la base-vie qui y a été établie, sont entièrement clôturés, en plus de la poursuite des travaux portant sur le remplissage des zones submergées et à la préparation du sol par la formation de couches superposées de pierres, de gravier et de terre en vue de la stabilisation de l'assiette conformément aux normes géotechniques en vigueur pour les grandes installations portuaires. Les ingénieurs et les techniciens poursuivent de leur côté les études géotechniques, géophysiques et topographiques complémentaires en coopération entre leurs homologues chinois en charge du projet. Il est également prévu, selon les informations recueillies in situ, l'accélération du rythme d'approvisionnement en différents matériaux nécessaires aux travaux, comme les agrégats de différentes granulométries.

ALGERIAN SOLB Démarrage imminent du haut fourneau

Synthèse S R.

La direction générale du complexe ALGERIAN SOLB "ALSOLB" (ex Sider El Hadjar), a annoncé mardi dans un communiqué, l'arrivée à partir de janvier 2025, de la première cargaison de coke (charbon), une matière essentielle pour le fonctionnement du haut-fourneau à l'arrêt temporaire depuis 10 jours. Elle a affirmé en outre que la production se poursuit au niveau des autres unités de fabrication. «Le Complexe AL-SOLB prévoit l'arrivée de la première cargaison de coke (charbon) au début de janvier 2025, suivie de deux autres dans les jours qui suivent», lit-on dans le communiqué.

«Le haut-fourneau du complexe Sider El Hadjar a connu un arrêt dû au retard dans l'approvisionnement en coke, une matière essentielle à son fonctionnement et totalement importée car indisponible localement», précise le communiqué.

ALSOLB a indiqué avoir été confrontée «à des fluctuations dans l'approvisionnement dues à la dépendance vis-à-vis du marché international et à l'incapacité des fournisseurs de respecter les délais fixés», ajoutant que «ces retards récurrents dans l'arrivée de la matière brute ont contraint le complexe à suspendre temporairement le fonctionnement du haut fourneau depuis le 22 décembre 2024, dû à l'épuisement du stock de coke».

D'autre part, l'entreprise de sidérurgie «a profité de cet arrêt pour effectuer d'importants travaux de maintenance sur les équipements stratégiques, afin de reprendre la production dans de bonnes conditions».

L'entreprise a également assuré la continuité des activités des unités principales de laminage grâce à la disponibilité des produits semi-finis, précisant que «le stock actuel des produits semi-finis, tels que les bobines d'acier, les plaques, les barres et les alliages, permet de maintenir le fonctionnement des autres unités principales». Le communiqué ajoute que le stock actuel de l'unité de laminage sans soudure «permet de répondre aux demandes de la société Naftal et Sonatrach jusqu'à fin février 2025», soulignant que «le stock de bobines actuellement disponible dans l'unité de laminage à froid permet de poursuivre son fonctionnement pendant cette période».

Par ailleurs, «le stock de produits semi-finis pour la ligne de galvanisation à chaud permet de maintenir cette ligne en fonctionnement conformément au programme jusqu'à fin janvier 2025. L'unité de laminage pour béton armé est en mesure de produire jusqu'au début de l'année prochaine, avec un stock couvrant ses besoins en différentes dimensions», indique la même source. En outre, ALSOLB a annoncé «le lancement d'une consultation pour l'acquisition de 20.000 tonnes de produits semi-finis afin de répondre aux demandes des clients», réaffirmant son engagement à «fournir des informations claires à travers une communication transparente et directe, comme option pour renforcer la confiance avec toutes les parties concernées».

TISSEMSILT

Plus de 1.780
foyers raccordés
aux réseaux
d'électricité et
de gaz en 2024

Plus de 1.780 foyers ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, au cours de l'année 2024 dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris, mardi, du directeur de l'énergie, Hamza Boulerbah. M. Boulerbah a précisé que plus de 1.470 foyers, dans différentes communes de la wilaya, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, grâce à un réseau de distribution d'une longueur de 335 km, avec une enveloppe financière dépassant les 3,24 milliards de dinars. De plus, 311 foyers ont bénéficié d'opérations de raccordement au réseau d'électrification rurale, avec un réseau de distribution d'une longueur de 23 km, pour un financement estimé à 1,225 milliard de dinars. Les opérations de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz s'inscrivent dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt, dans le volet relatif au secteur de l'énergie, selon la même source. Le même responsable a ajouté que dans le cadre de ce programme, l'année 2024 a vu le raccordement de 169 exploitations agricoles à l'énergie électrique à moyenne et basse tensions, avec un réseau d'une longueur de 49 km, dans le but de promouvoir le secteur agricole de la wilaya.

GHARDAÏA

Affluence de nombreux groupes
de touristes nationaux et étrangers

La wilaya de Ghardaïa enregistre l'affluence de nombreux groupes de touristes, nationaux et étrangers, dans le cadre de la saison du tourisme saharien 2024/2025 et à l'occasion des fêtes de fin d'année, a indiqué mardi la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).

Au moins 33 établissements hôteliers proposant ensemble 2.789 lits, 57 dortoirs d'une capacité de 1.450 lits, en plus de structures relevant des œuvres sociales d'institutions tels que les centres de repos des Moudjahidine, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) et des travailleurs de la Poste et des Télécommunications, sont mobilisés pour l'hébergement des touristes, a précisé, à l'APS, le DTA, SaâdMerriah. A ces installations d'accueil, s'ajoute la formule dite du Tourisme chez l'habitant, qui assure une offre de résidences disposant de toutes les commodités, en plus de se distinguer par une conception architecturale ty-

pique de la région, qui contribue aussi à la valorisation du patrimoine culturel et urbanistique local. Cette formule, d'ailleurs encouragée par le secteur, attire de plus en plus de touristes en quête de dépaysement et de découverte du genre architectural local et de son histoire séculaire, a souligné M. Merriah. Les agences de tourisme et de voyage jouent, elles aussi, un rôle essentiel dans la promotion du tourisme intérieur et l'encadrement de voyages à travers la wilaya, via des circuits touristiques riches comprenant aussi bien la découverte des cités et ksour, ainsi que les secrets de leur architecture ancienne et singulière et la beauté des sites naturels. Dans le cadre de la saison du tourisme saha-

rien, la DTA a accordé 769 demandes de visas introduites via la plateforme numérique "Idarati" par neuf (9) agences de tourisme, en nette hausse par rapport à la saison précédente qui n'avait enregistré que 62 demandes. Ce qui dénote, souligne la source, des démarches entreprises par le secteur pour faciliter aux touristes étrangers la visite de la ville et des ksour de la vallée du Mzab. De plus, la commission d'inspection touristique a mené 124 contrôles et inspections d'établissements hôteliers, de résidences touristiques et de dortoirs, pour s'enquérir des bonnes conditions d'accueil des touristes et des prestations qui leurs sont assurées.

RELIZANE

Raccordement de près de 200 logements au réseau
de gaz naturel

Quelque 197 logements situés dans les douars El-Medadha et El-Ouachria, relevant de la commune de Hemadna (30 km à l'est de Relizane), ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on appris, mardi, auprès de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. Le responsable de la

communication de la direction locale de la société, Bachir Cherfi, a précisé que l'opération de développement, qui s'inscrit dans le cadre du programme ministériel de raccordement des régions éloignées au réseau de gaz naturel, a nécessité une enveloppe de plus de 37 millions de dinars algériens et la réalisation d'un réseau de distribu-

tion s'étendant sur plus de 8 km. Le projet permet - selon le responsable - d'améliorer les conditions de vie des habitants des deux douars, en alimentant en gaz naturel plus de 985 personnes dans cette région, ainsi que l'approvisionnement en gaz naturel de deux écoles primaires. Actuellement, le taux de raccorde-

ment au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Relizane est d'environ 67 %, selon la même source. La direction de Sonelgaz de la wilaya de Relizane compte plus de 229.000 clients raccordés au réseau électrique et plus de 126.000 abonnés au réseau de gaz naturel, selon la direction du secteur.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À CONSTANTINE

Relogement de 64 familles

Les autorités de la wilaya de Constantine ont supervisé, mardi, une opération de relogement de 64 familles qui vivaient dans des habitations vétustes dans les cités Gaïdi(Aouinet El Foul) et Souika, dans des appartements neufs réalisés à Ali-Mendjeli. L'opération de déménagement et de relogement des familles concernées dans des loge-

ments publics locatifs, situés à l'unité de voisinage (UV) n 21 dans l'extension ouest de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, s'est déroulée en présence du wali, AbdelkhalikSayouda. Elle a été suivie par la démolition des habitations vétustes évacuées afin de récupérer le foncier, qui servira à l'implantation d'équipe-

ments publics. Le wali a rappelé, à cette occasion, que durant l'année qui s'achève, pas moins de 4.800 logements publics locatifs et 5.500 logements relevant de la formule location-vente, gérée par l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL), ont été réalisés dans la wilaya de Constantine.

EL-BAYADH

Un programme de plantation de près de 490.000 plants
d'oliviers totalement achevé

La wilaya d'El-Bayadh a achevé, récemment, un programme de plantation de près de 490.000 plants d'oliviers, a-t-on appris de la direction des Services agricoles (DSA). Cet important programme, dont la wilaya a bénéficié, est destiné à soutenir les agriculteurs de la région en cette essence arboricole fruitière, dans le cadre du pro-

gramme national de l'année 2024 initié par le ministère de tutelle pour l'extension des superficies dédiées à l'oléiculture. A El-Bayadh, l'opération a permis la plantation de plus de 488.000 plants sur une superficie totale dépassant 1.200 hectares, a-t-on précisé de même source, ajoutant que le programme a bénéficié à 170 agriculteurs répartis à travers

toutes les communes de la wilaya. Ces derniers bénéficieront d'un accompagnement et d'un suivi permanent de la part d'ingénieurs et de techniciens spécialisés dans le cadre de l'encadrement agricole afin d'assurer le succès de ce projet prometteur. A noter que la wilaya d'El-Bayadh compte actuellement plus de 255.000 oliviers en production, ré-

partis sur une superficie totale de plus de 1.400 hectares répartis sur les 22 communesque compte cette collectivité locale de Hauts-plateaux de l'Ouest. Le secteur agricole de la wilaya prévoit une production d'environ 22.000 quintaux d'olives au cours de la campagne de récolte, lancée récemment, selon la même source.

KHENCHELA

242 consultations au profit des habitants des localités reculées d'Ain Touila

Des habitants des localités reculées de la commune d'Ain Touila, wilaya de Khenchela, ont bénéficié de 242 consultations dans le cadre de la caravane médicale pluridisciplinaire, a indiqué mardi le Directeur local de la santé. Dans une déclaration à l'APS, Zineddine El-Okbi a précisé que cette caravane, initiée par la direction de la santé avec le concours de l'établissement public de

santé de proximité de Khenchela et les deux établissements hospitaliers Ahmed Ben Bella et Ali Boushaba, s'est déplacée lundi au CEM Allal Amara de M'tirchou (Ain Touila) et a effectué depuis 242 consultations médicales gratuites au profit des habitants des localités Bekar-1, Bekar-2, M'tirchou et Mili. Il s'agit de 43 consultations gynécologiques, 23 orthopédiques, 85 ophtalmologiques et 27 pédiatriques en plus deux

consultations en hématologie et de l'administration de vaccins à 16 enfants, a détaillé le même responsable. L'objectif, a-t-il ajouté, de la caravane lancée dans le cadre du jumelage entre les établissements sanitaires est de fournir des prestations sanitaires à la hauteur des attentes des citoyens de la commune qui ont apprécié l'initiative surtout en l'absence de médecins spécialistes dans les salles de soins de ces localités.

La direction locale de la santé se penche actuellement sur l'élaboration pour 2025 d'un programme de caravanes médicales touchant les localités reculées des 21 communes de la wilaya de Khenchela et ce pour effectuer des consultations et programmer des interventions chirurgicales en cas de besoin à travers les divers établissements hospitaliers de la wilaya, a affirmé M. El Okbi.

Le continent africain face aux défis de ses ressources naturelles

Comment passer de la simple extraction à de la véritable création locale de valeur ? C'est à cette question éternelle que le chefs d'Etats et de gouvernements de nombreux pays africains réfléchissent depuis des décennies. Avec une volonté commune qui émerge : remonter la chaîne de valeur des industries minières et pétrolières.

Par Maître Boris Martor (*)

Des années 1990 aux années 2010, les codes miniers africains ont été grandement révisés pour attirer les investissements étrangers. Ces tentatives n'ont guère permis de créer de vraies plateformes de raffinage ou de transformation, à quelques exceptions près. Les nouvelles réformes des années 2010 visaient ensuite à garantir que les populations et entreprises locales tirent profit, en termes d'emplois et de transferts de technologie et de compétences, des extractions locales. Bien que la modernisation du secteur minier ait contribué à des augmentations de production locales, évaluées à 5% en 2023 en Éthiopie, Côte d'Ivoire et Rwanda, les réformes demeurent peu efficaces. Sénégal, Mali, Burkina Faso... Nombreux sont les pays, notamment en Afrique de l'Ouest, à s'être engagés dans l'évolution de leurs codes miniers ces dernières années. Cette rénovation légistique fait écho aux

échecs du passé en la matière, avec une volonté renouvelée et renforcée : faire en sorte que les acteurs miniers augmentent la part de l'activité locale dans leur activité d'extraction. Une nouvelle vague de réformes des codes miniers qui cherche à inscrire un nouveau paradigme dans la production de richesses issues des sous-sols. De l'incitation... à la souveraineté La nouvelle vague de réformes minières des années 2020 est celle de la souveraineté économique des pays africains. Ces réformes placent l'emphase sur les mécanismes de suivi, de contrôle, ainsi que sur l'intégration locale avec une obligation d'associer des acteurs locaux pour les opérateurs miniers et leurs sous-traitants. Outre le renforcement des sanctions, comme l'a fait le Sénégal, des procédures de contrôle ont été instaurés au Mali, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal avec dans certains pays des permis d'exploitation raccourcis. Certains Etats cherchent aussi à appréhender la richesse à travers des augmentations des redevances, comme au Burkina Faso

ou à Madagascar, ou à travers des droits de préemption, par exemple au Mali ou au Faso. Certains pays ont pris des mesures plus radicales en imposant l'affinage ou la transformation locale des matières premières, comme le Mali et la Guinée. Au Congo, une nouvelle entité, le Conseil Congolais de la Batterie, a été créé pour gérer la chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques. L'exemple de nations anglophones Deux pays africains anglophones ont mis en œuvre une politique plus qu'incitative en la matière. Au Botswana, la majorité des mines de diamants sont gérées par Debswana Diamond Company, une joint-venture entre le gouvernement et le géant mondial de l'exploitation minière De Beers. Un exemple intéressant qui illustre cette volonté de renforcer la valeur ajoutée sur place. Une autre solution peut être de s'attaquer aux exportations directes sans valeur ajoutée. Le Zimbabwe a illustré cette tendance en interdisant l'exportation de lithium brut en décembre 2022. Cette décision a poussé l'industrialisation locale et la transformation à l'intérieur des fron-

tières, avec un projet de 13 milliards de dollars promis par Eagle Canyon et Pacific Goal Investment pour la construction d'un parc industriel destiné à produire des batteries au lithium. Une usine de traitement de lithium de 300 millions de dollars d'une capacité de traitement de 4,5 millions de tonnes de lithium par an a également été inaugurée. Un exemple à suivre avec attention. Une chose est sûre : ce sujet de l'extraction minière et de sa production de valeur va rester encore longtemps dans le débat public et dans les esprits des gouvernants. Avec la transition énergétique et environnementale, qui est devenue un objectif à atteindre pour toutes les nations du globe, certaines ressources des sous-sols africains auront un rôle clef à jouer. A l'image du cobalt, ressource indispensable à la fabrication de batteries électriques, dont 63% de la production mondiale est assurée par la République démocratique du Congo. (*)avocat associé chez Bird & Bird, co-auteur de Le financement de projet en Afrique aux éditions Lextenso. Source : La Tribune

Les enjeux technologiques du changement climatique

Par Clarisse Angelier, DG ANRT, Olivier Appert, Denis Randet, Richard Lavergne, Présidents GT Transition Énergétique et Antoine Belleguie, Coordinateur GT Transition énergétique

À l'heure où les effets du changement climatique se font déjà sentir, l'adaptation technologique s'impose comme une priorité incontournable. Les travaux du Groupe de Travail (GT) Transition énergétique de l'Association nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) en 2024 ont exploré cette question complexe, en identifiant les technologies clés pour renforcer la résilience de notre économie et de nos infrastructures.

Des secteurs sous tension

L'adaptation ne consiste pas seulement à répondre aux crises actuelles, mais à préparer les systèmes humains et naturels à un monde où les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations seront plus intenses et fréquentes. Les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture figurent en première ligne, tant pour leur vulnérabilité que pour leur rôle stratégique dans la résilience globale. Le rapport du GT Transition énergétique met en lumière la nécessité d'une approche systémique : les solutions technologiques doivent intégrer les interconnexions entre secteurs. Ainsi, optimiser la gestion de l'eau, par exemple via des systèmes d'irrigation intelligente ou la réutilisation des eaux usées, ne peut se concevoir sans une coordination accrue

entre agriculture, urbanisme et énergie. Cette synergie est essentielle à plus d'un titre, ne serait-ce que pour l'optimisation des investissements qui permet de produire des solutions clés pour plusieurs secteurs simultanément. L'approche systémique est également utile pour réduire les coûts et éviter les effets de rebond ou les impacts négatifs non intentionnels. Enfin, appuyons-nous sur les interactions entre différents secteurs pour déployer une gestion intégrée des risques climatiques et ainsi mieux garantir la résilience des infrastructures critiques.

Innover pour survivre

Certaines technologies sont déjà disponibles, mais nécessitent une montée en puissance rapide. C'est le cas des « smart grids », qui rendent les réseaux électriques plus résilients face aux aléas climatiques, ou encore des stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), essentielles pour équilibrer les fluctuations des énergies renouvelables. D'autres innovations, comme les systèmes de refroidissement à air pour les centrales thermiques, qui permettent de réduire la dépendance à l'eau dans les processus de refroidissement, sont particulièrement adaptées dans un contexte de stress hydrique croissant. Toutefois, leur mise en œuvre à grande échelle reste confrontée à des défis économiques et techniques, notamment en termes de coûts d'installation et d'efficacité énergétique par rapport aux systèmes traditionnels. Dans l'agriculture des technologies éprouvées telles que la sélection variétale pour des cultures résistantes à la sécheresse et l'adoption de pratiques agroécologiques sont déjà disponibles et doivent

être déployées à grande échelle. Ces approches constituent des priorités stratégiques pour garantir la sécurité alimentaire face à des régimes climatiques de plus en plus instables. Dans le secteur énergétique, les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) jouent un rôle clé en stockant l'énergie excédentaire produite par des sources renouvelables pour la restituer en période de forte demande, renforçant ainsi la résilience des réseaux. Dans l'industrie, la réutilisation des eaux usées pour les processus industriels réduit la pression sur les ressources en eau douce, tandis que la modernisation des chaînes de production grâce à la numérisation et à l'intégration de capteurs intelligents optimise la gestion des ressources et renforce la résilience face aux aléas climatiques.

Les infrastructures : un impératif d'adaptation

Le rapport souligne l'urgence de moderniser les infrastructures critiques. En matière énergétique, l'enfouissement des lignes électriques et le renforcement des digues autour des centrales nucléaires sont des exemples d'adaptations nécessaires pour prévenir des interruptions catastrophiques de service. Dans les villes, les îlots de chaleur urbains, aggravés par la densité des constructions et le manque de végétation, appellent à repenser l'urbanisme : ingénierie systémique des bâtiments, visant à garantir leur habitabilité en cas de chaleurs ou de pluies extrêmes, n'est plus une option, mais une nécessité. Les technologies spatiales apportent un appui essentiel dans la planification et l'adaptation des infrastructures. Les satel-

lites fournissent des données en temps réel sur les phénomènes climatiques majeurs, comme la montée des eaux, les zones inondables ou les évolutions de la biodiversité, permettant ainsi d'anticiper les vulnérabilités des infrastructures critiques et d'orienter les priorités d'adaptation. Gouvernance et financement : les piliers de la transition Ces transformations exigent une gouvernance cohérente et une mobilisation massive des financements publics et privés. Le Plan national d'Adaptation au Changement climatique (PNACC) identifie des investissements prioritaires, mais le défi est immense. Chaque euro investi aujourd'hui en adaptation permettra d'économiser des sommes bien plus conséquentes demain, en évitant les coûts liés aux catastrophes climatiques. Cependant, le financement seul ne suffit pas. Il est crucial de privilégier la recherche d'une cohérence systémique entre les stratégies, plans, règles et normes. Cette cohérence doit être fondée sur des bases argumentées et des objectifs clairement définis, afin de garantir une mise en œuvre efficace et alignée des solutions. Le rapport souligne également l'importance de la transversalité comme levier central, car aucune technologie ne peut réussir isolément. Face à l'accélération du changement climatique, il est impératif d'agir dès maintenant pour adapter nos systèmes technologiques et organisationnels. L'innovation ne doit pas être perçue comme un luxe, mais comme un outil incontournable pour adapter nos économies.

Source : La Tribune.fr

ARABIE SAOUDITE

Lancement d'un
nouveau
programme
d'innovation
minière

Selon des déclarations officielles, l'Arabie saoudite a déclaré qu'elle allait lancer une nouvelle initiative dédiée à la promotion de l'innovation dans les secteurs minier et industriel. Le ministère de l'Industrie et des Ressources minérales a annoncé le Programme de produits industriels et miniers innovants, qui est décrit comme une initiative majeure visant à stimuler l'innovation et à soutenir la transformation numérique de ces secteurs, a-t-il indiqué sur son compte X officiel.

L'autorité a ajouté que ce programme représentait « une étape clé pour encourager l'innovation dans les secteurs industriel et minier » et reflétait son engagement à « développer des solutions innovantes qui soutiennent la transformation industrielle du Royaume et stimulent la croissance et la durabilité du secteur minier ».

Le ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar Alkhorayef, a déclaré que le programme visait à « fournir un environnement intégré permettant aux innovateurs de transformer leurs idées en produits exécutables et compétitifs au niveau local et international ».

Il a ajouté que cette initiative stimulerait l'innovation, pilier essentiel de la croissance économique, et soutiendrait la transformation numérique dans les secteurs industriel et minier, comme l'a indiqué le ministre dans un tweet. En août, le ministère a déclaré que le secteur pétrochimique avait reçu un coup de pouce après la livraison de plus de 100 000 tonnes de matières premières aux usines locales par une plateforme numérique. Lancée à la mi-2023, la plateforme a été conçue pour relever les défis liés à l'excédent de matières premières disponibles localement et pour résoudre les problèmes de compétitivité découlant des disparités de prix.

TUNISIE/TOURISME

Retour sur une année record

Après des années de turbulences mondiales qui ont fortement impacté l'industrie touristique, 2024 s'érige comme une année de renaissance pour la Tunisie, ainsi que pour de nombreux autres pays.

En 2024, la Tunisie a enregistré des performances exceptionnelles, tant en termes de fréquentation touristique que de recettes générées. Ce succès résulte non seulement de l'attractivité retrouvée de ses destinations, mais aussi des réformes stratégiques mises en place pour renforcer la compétitivité du secteur.

En effet, le nombre de touristes internationaux a franchi un nouveau seuil, propulsant le tourisme tunisien au cœur de la scène mondiale. Et à travers des événements culturels et sportifs ambitieux, la Tunisie a su réaffirmer son rôle de destination incontournable. Ce retour en force du tourisme tunisien est également marqué par une réorientation vers des pratiques plus durables et innovantes, qui façonnent désormais l'avenir du secteur.

Plus de 10 millions de visiteurs

En 2024, le pays a accueilli plus de 10 millions de visiteurs internationaux, un chiffre qui dépasse toutes les attentes et qui établit un nouveau record historique pour la destination. Ce regain d'intérêt pour la Tunisie s'explique par une série de facteurs convergents, notamment l'amélioration de l'image du pays à l'international, une meilleure accessibilité et une offre touristique en constante évolution.

Le marché français, traditionnellement un acteur clé, a vu une augmentation de 4,6 % du nombre de ses ressortissants visitant la Tunisie, un résultat plus qu'encourageant alors que le contexte économique mondial



se montrait plus incertain. Le marché algérien a, quant à lui, maintenu son rôle essentiel avec près de 3,4 millions de visiteurs, confirmant une tendance de long terme : la Tunisie reste une destination privilégiée pour ses voisins immédiats. Ces flux réguliers soulignent les liens étroits et l'interdépendance qui unissent les deux pays, tant sur le plan culturel que géographique.

Par ailleurs, le tourisme local joue un rôle de plus en plus central dans l'économie touristique de la Tunisie, représentant actuellement environ 30 % du marché touristique national. Ce phénomène reflète une prise de conscience croissante des Tunisiens quant à la richesse de leur patrimoine naturel et culturel, et à l'importance de découvrir les trésors de leur propre pays. Les initiatives

visant à encourager les déplacements, telles que les réductions de prix et les incitations à visiter des régions moins explorées, ont permis de diversifier les flux touristiques et de soutenir certaines zones qui n'ont pas encore la cote. Le gouvernement a bien compris l'importance de cette dynamique pour l'avenir du secteur. Dans une perspective de développement durable, il a fixé un objectif ambitieux : porter la part du tourisme local à 50 % du marché touristique global d'ici dix ans.

Un autre chiffre qui ne saurait être ignoré, les recettes touristiques qui ont atteint 7,2 milliards de dinars, soit une augmentation notable de 7,8 % par rapport à l'année précédente, prouvant ainsi l'efficacité des efforts entrepris pour dynamiser le secteur.

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

Les infrastructures
de la dernière extension testées avec succès

En juin 2021, l'Égypte avait engagé des travaux d'extension du canal de Suez, peu après l'échouement du porte-conteneurs EverGiven qui l'avait obstrué. Une première phase du chantier est achevée. Les essais techniques de la nouvelle section du canal de Suez ont été réalisés avec succès, selon son gestionnaire. Ce couloir de 10 km construit à son extrémité sud fait partie du plan

d'extension de ce passage maritime stratégique, initié après l'échouement en 2021 du porte-conteneurs EverGiven, qui en avait bloqué le passage pendant près d'une semaine.

La situation avait également affecté la chaîne maritime mondiale et entraîné des pertes de revenus pour la Suez Canal Authority (SCA). D'après Osama Rabie, son DG, le plan comporte plusieurs autres phases qui per-

mettront d'allonger la portion bidirectionnelle à 85 km et d'élargir une aire de 30 km s'étendant vers le sud jusqu'à l'embouchure du canal, en ouvrant 40 mètres de son côté Est. Les travaux incluent aussi l'approfondissement de certaines sections pour augmenter le tirant d'eau.

À terme, les travaux renforceront la sécurité de la navigation et réduiront les délais de transit via le canal, duquel l'Égypte espère

davantage de revenus. Au titre des prévisions pour 2024, le Caire tablait sur 9 milliards USD de recettes, mais cet objectif a été hypothéqué par les tensions en mer rouge, avec les attaques terroristes des rebelles Houthis du Yémen. Selon de récentes révélations de la SCA, l'insécurité dans le golfe d'Aden a occasionné une perte de près de 7 milliards USD pour l'Égypte.

LIBYE

Des mesures nécessaires, face à l'accélération du torchage du gaz

Traditionnellement tournée vers l'exploitation du pétrole brut dont elle travaille prioritairement à relever le plateau de production depuis plusieurs mois, la Libye ne mise pas encore assez sur la monétisation du gaz naturel.

À l'instar des efforts consentis pour soutenir l'augmentation de la production pétrolière, la Libye gagnerait à promouvoir davantage des mesures pertinentes pour freiner l'accélération de la pratique consistant à brûler du gaz naturel à la torche.

Cette idée est suggérée par le Global Gas FlaringTracker Report publié en juin 2024 par le groupe de la Banque

Mondiale qui signale l'intensification de cette pratique entre 2022 et 2023. L'étude montre en effet que pour chaque baril de pétrole produit en 2022, 14,0 mètres cubes de gaz naturel ont été brûlés. En 2023, cette quantité est passée à 15,2 mètres cubes par baril, ce qui représente une hausse de l'ordre de 8 % sur la période. Cette hausse est corrélée à la hausse de la production pétrolière de la Libye qui s'est améliorée de 16 % sur la période. Il en a résulté une augmentation substantielle du torchage de gaz qui a atteint 1,4 milliard de mètres cubes en 2023, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2022.

Pour la Banque Mondiale, cette dynamique qui fait de la Libye, l'un des pays du globe où le brûlage du gaz naturel à la torche a le plus progressé en 2023, suggère « qu'il n'y a pas eu d'investissement correspondant dans l'infrastructure et l'utilisation du gaz ». L'instance financière met en exergue la nécessité d'une volonté politique renforcée en Libye en l'occurrence, soutenue par des investissements dans les infrastructures. Ce, en misant notamment sur des plans d'investissement visant à réduire le torchage. L'enjeu de la mise en place de ces mesures, comme le souligne une étude de RystadEnergy, en est une contribution

plus marquée à la diminution des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) en plus de meilleures dispositions pour une monétisation rentable du combustible. Si ces mesures ne sont pas mises en place, le brûlage du gaz naturel à la torche pourrait s'aggraver en 2024, sachant que la production d'or noir de la Libye s'est davantage améliorée cette année. Ainsi, selon des données de la National Oil Corporation (NOC) publiées fin novembre, la production d'huile libyenne a atteint 1,58 million b/j, son plus haut niveau depuis 2011.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le gouvernement financera seul la construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende

La construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende a été annoncée pour la première fois en 1960 et a connu de multiples retards et interruptions, mais Kinshasa semble désormais déterminé à le mener à bien, malgré les défis financiers.

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a pris la décision de financer seul la construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende d'une capacité de 64 MW. C'était lors du 27ème Conseil des ministres, tenu le 20 décembre dernier. Cette option a été adoptée face à l'impasse causée par l'absence de suite de l'Exim Bank de l'Inde concernant le déblocage des fonds promis. Initialement, le coût total du projet était évalué à 280 millions de dollars, avec un financement partagé de 168 millions de dollars pour l'Inde et le reste pour la RDC. Après plusieurs années de négociations, en juin 2023, l'Inde a annoncé l'ouverture d'une ligne de crédit de 180 millions de dollars pour accompagner le projet. Cependant, il semble que seulement une partie des fonds a été déblocuée. Aucune communication officielle n'en a fait cas, mais dans le nouveau montage financier élaboré par le gouvernement, il est prévu que les revenus générés dès la première phase permettront de financer le service de la dette. Le mécanisme prévoit aussi des périodes de grâce pour la dette, permettant à la RDC de réinvestir les revenus de la première phase

dans les phases suivantes. De plus, le ministère des Finances a expliqué que cette approche permettra de démarrer rapidement les travaux tout en respectant les engagements financiers envers l'Inde. Techniquement, la nouvelle configuration organise le projet en trois phases, avec un mécanisme souple d'autofinancement prévu pour chaque étape. La première qui s'achèvera en 24 mois, permettra de produire 16 MW et de desservir les villes de Kananga, Mbuji-Mayi et Tshimbulu. Les phases suivantes ajouteront progressivement 32 MW puis encore 16 MW. « La RDC, ayant constaté que l'option de financement avec l'Exim Bank de l'Inde ne permettait pas de redémarrer immédiatement et d'achever ce projet dans un délai raisonnable, a choisi de le financer sur fonds propres. Cette option présente des avantages mieux adaptés et plus souples par rapport aux procédures liées aux accords de prêts », a déclaré Patrick Muyaya, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. La relance de la centrale hydroélectrique s'inscrit dans un programme plus large de modernisation des infrastructures et de re-

lance économique au Kasai. Outre les milliers d'emplois prévus durant la construction, la centrale devrait stimuler l'activité économique locale et améliorer les conditions de vie des populations grâce à un accès accru à l'électricité. Il faut rappeler que le projet comprend la construction de la centrale et la mise en place d'une ligne électrique de 130 km reliant les localités de Kananga et de Mbuji-Mayi. Une ligne de 30 km est également prévue pour relier Kananga à Bukonde. Les travaux, entamés en 2011 sous la supervision de la société indienne LPCC, avaient été suspendus en 2015 suite à une décision de New Delhi. En 2021, un audit de l'avancement du projet a montré que seulement 55 % des travaux de génie civil étaient achevés et 75 % des équipements électriques acquis, « mais ils pourraient ne pas être en état d'être utilisés ». Une partie de ces matériaux, entreposés dans différentes villes du pays, a été endommagée ou dépouillée d'une partie de leurs composantes, compliquant davantage la reprise des travaux. Aucun calendrier n'a été annoncé pour la reprise effective des travaux ni pour la mise en exploitation des premiers 16 MW de la centrale hydroélectrique.

BURKINA FASO

Hausse de 5 % du budget alloué au développement rural en 2025

Au Burkina Faso, le secteur agricole contribue à environ 16 % du PIB et emploie environ près de 75 % de la population active. Dans le cadre de son exercice de 2025, le gouvernement veut renforcer son soutien au développement du secteur agricole. Au Burkina Faso, le gouvernement veut allouer près de 202,3 milliards de francs CFA (320,8 millions \$) au secteur du développement rural dans le cadre de la loi de finances adoptée pour l'année 2025. Ce secteur regroupe les

domaines de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, de l'environnement, ainsi que de l'eau et de l'assainissement. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le 23 décembre 2024, le ministère de l'Économie et des Finances a précisé que cette enveloppe marque une hausse de 5 %, soit une augmentation de 9,8 milliards de francs CFA (15,5 millions \$) par rapport à l'année précédente. Cette progression budgétaire contribuera à renforcer le sou-

tien au secteur agricole, qui est confronté aux aléas climatiques et à de nombreux défis. Elle entretient en outre l'espoir d'une amélioration continue de la production agricole. D'après les dernières estimations du ministère de l'Agriculture, la récolte céréalière au Burkina Faso devrait déjà croître de 18 % à plus de 6 millions de tonnes en 2024/2025. Globalement, l'enveloppe allouée au secteur du développement rural en 2025 ne représente que 5,6 % du budget

total du gouvernement, estimé à plus de 3612 milliards de francs CFA (5,7 milliards \$) pour cette année. Ce ratio budgétaire demeure largement inférieur à l'engagement de Malabo, fondé sur les résolutions du Sommet de Maputo en 2003, qui recommande aux gouvernements des pays africains d'affecter au moins 10 % de leurs ressources nationales au financement du secteur agricole en vue de promouvoir le développement durable de l'agriculture et de l'agroindustrie.

BURKINA FASO

Telecel se lance enfin sur le segment du mobile money

Depuis son arrivée sur le marché africain en 2007, le mobile money connaît un développement constant, porté principalement par l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Les opérateurs de téléphonie mobile perçoivent cette technologie comme un moyen pour améliorer l'inclusion financière. Telecel Faso, opérateur de téléphonie mobile au Burkina Faso, a officiellement lancé son service de transfert d'argent mobile, nommé « Telecel Money », le lundi 23 décembre. Avec ce service, l'entreprise diversifie ses ac-

tivités et montre sa volonté de contribuer au développement de l'inclusion financière dans le pays. Ce service résulte d'un partenariat stratégique entre Telecel Faso et Wendkuni Bank International, une institution financière locale. Il offre aux clients de l'opérateur la possibilité d'effectuer des transferts d'argent, de payer leurs factures et de recharger leur crédit téléphonique directement depuis leur téléphone portable. Avec plus de 2,8 millions d'abonnés mobiles, représentant 10,31 % des uti-

lisateurs mobiles actifs du Burkina Faso, selon les données récentes de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, Telecel Faso ambitionne de renforcer l'inclusion financière. D'après l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA), l'essor du mobile money dans la zone UEMOA a permis d'augmenter le taux d'inclusion financière de 56 % en 2018 à 71 % en 2022. Cependant, Telecel Money devra faire face à la concurrence des services déjà bien implantés, tels qu'Orange Money

et Moov Money, proposés par Orange et MoovAfrica Burkina Faso (Onatel), qui détiennent respectivement 46,47 % et 43,22 % de parts de marché dans le secteur de la téléphonie mobile. Au-delà de ces défis, l'adoption croissante des services de mobile money au Burkina Faso devrait avoir des répercussions positives sur la croissance économique. La GSMA estime qu'une augmentation de 10 points de pourcentage de l'usage du mobile money peut faire progresser le produit intérieur brut (PIB) de 0,4 à 1 %.

BURKINA FASO

Coris Bank prête 58 millions \$ au propriétaire de la mine d'or Bomboré

En quelques années, Coris Bank est devenue l'une des institutions bancaires ouest-africaines les plus actives dans le financement des projets miniers de la sous-région. La banque a notamment prêté de l'argent pour la construction de la mine d'or Kiaka au Burkina Faso et celle de Kouroussa en Guinée. Au Burkina Faso, Orezone Gold a annoncé lundi 23 décembre la signature définitive d'un accord de prêt avec Coris Bank afin d'obtenir 35 milliards FCFA (environ 58 millions \$) au profit de sa mine d'or Bomboré. Il s'agit d'une facilité de prêt d'une durée de trois ans avec un taux d'intérêt annuel de 11 % qui devrait servir au projet d'agrandissement de la mine prévu pour s'achever en 2026. Selon les détails fournis par Orezone, Coris a immédiatement effectué un premier tirage d'un montant non précisé et le reste des fonds pourra être sollicité au cours de l'année prochaine. Le remboursement du prêt est différé jusqu'en 2026, ajoute la société canadienne. Notons que l'agrandissement réussi de la mine d'ici 2026 permettra de porter la capacité de production annuelle de Bomboré à plus de 170 000 onces, contre 110 000 à 125 000 onces actuellement. Avec ce prêt, Coris Bank augmente la portée des financements accordés ces dernières années aux compagnies minières actives en Afrique de l'Ouest, notamment West AfricanResources ou HummingbirdResources. La banque de l'homme d'affaires burkinabé Idrissa Nassa a ainsi participé à la levée de fonds ayant permis de construire la mine d'or Kiaka au Burkina Faso. Rappelons d'ailleurs que M. Nassa est également actionnaire d'Orezone Gold, à travers un investissement initial de 47 millions \$ réalisé par l'une de ses sociétés cette année, en l'occurrence NiokoResources Corporation.

BOURSE DE PARIS

L'année n'a pas été de tout repos pour le CAC 40 qui recule de 2,15% en 2024

Le CAC 40 termine cette dernière séance de 2024 sur une note positive. Mais l'ensemble de l'année, l'indice phare de la Bourse de Paris a perdu 2,15%. Du côté de ses pensionnaires, certains groupes comme Accor, Schneider Electric ou Safran ont tiré leur épingle du jeu, quand STMicroelectronics, Kering ou Stellantis ont connu une année boursière difficile.

"C'était la dernière séance", pour citer la chanson d'Eddy Mitchell. A la différence près que le chanteur ne faisait pas référence à la Bourse, mais au cinéma qui a bercé son enfance. Et pour cette séance exceptionnellement écourtée, le CAC 40 a finalement terminé l'année sur une note positive en s'adjudgeant 0,92% à 7.380,74 points. Cette montée s'est cependant opérée à vide. Comme très souvent lors de la dernière séance de l'année, le marché a dû faire face à un certain calme en l'absence de nombreux opérateurs à l'occasion de cette période de fêtes. Rappelons que la Bourse de Paris sera fermée le 1er janvier pour le Nouvel An, et rouvrira ses portes le jeudi 2 janvier pour la première séance de 2025. L'actualité des entreprises a été, sans surprise, très peu chargée ce mardi. Icade a progressé de 3,4% après avoir annoncé la signature d'un accord ferme pour racheter à Casino (+4,4%) un portefeuille immobilier de 11 sites pour un montant total de 50 millions d'euros. Phaxiam a gagné 1,1% après avoir bondi plus de 10% dans les premiers échanges, en réaction à l'annonce de résultats cliniques encourageants pour son étude l'étude pilote PhagoDAIR I chez des patients présentant une infection sur prothèse de hanche ou de genou. Sur les autres marchés, l'euro cède 0,05% ce mardi après-midi à 1,0401 dollar. Le pétrole, lui, gagne du terrain. Le contrat de mars sur le Brent de mer du Nord avance de 0,7% à 77,66 dollars le baril tandis que celui de février sur le WTI coté à New York prend 0,6% à 72,19 dollars le baril. Mais sur l'ensemble de 2024 les deux contrats terminant dans le rouge pour la deuxième année consécutive, pénalisés par les craintes sur la demande dans les principaux pays consommateurs, Chine en tête.

Une année 2024 à oublier

Sur l'ensemble de l'année 2024, le bilan n'est aussi vraiment pas fameux pour le CAC 40. L'indice parisien a ainsi cédé 2,15%, pénalisé par l'instabilité politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin, et à la mauvaise performance des valeurs du luxe plombées par le ralentissement économique de la Chine. Une évolution totalement à l'opposé de 2023, lorsqu'il avait bondi de 16,5%. Surtout, la place parisienne a fait largement moins bien que ses consœurs. Le S&P 500 à

Wall Street affiche pour l'heure des gains de 24% sur l'ensemble de 2024, soutenu par ses valeurs technologiques, tandis que le DAX 40 à Francfort a gagné près de 19% en dépit d'une économie allemande dans le dur. L'indice vedette allemand a pu compter sur ses valeurs vedettes telles que l'industriel Siemens Energy qui a gagné 320% sur l'ensemble de l'année 2024, profitant de l'électrification de l'économie, une mégatendance. Il s'agit d'une belle revanche boursière pour le groupe allemand dont l'action avait souffert en 2023, avec une chute de plus de 30%. Le fabricant d'armes Rheinmetall (+114%) et le spécialiste des logiciels professionnels SAP (+69%), - la plus importante capitalisation de la Bourse allemande - complètent ce brillant podium. Les places boursières chinoises ont pris leur revanche en 2024 après plusieurs années de baisses. L'indice CSI 300, qui regroupe les plus importantes capitalisations des bourses de Shenzhen et de Shanghai, a progressé de 14,7% tandis que l'indice Hang Seng de Hong Kong a rebondi de 17,7%, mettant fin à quatre années consécutives de pertes. "Il est probable que la contre-performance du CAC 40 subsiste sur les premiers mois de 2025, tout comme un écart de spread (la différence sur le rendement de l'obligation souveraine à 10 ans, NDLR) important face à l'Allemagne", jugeait Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM.

Des parcours contrastés

Souignons aussi des résultats d'entreprises mitigés. À titre d'illustration, 21 sociétés ont accusé une baisse du cours de leur action dans la foulée de leur publication de leurs résultats pour les premiers mois de 2024. Signe que l'année 2024 n'a pas été brillante, seules 17 des 40 valeurs de l'indice vedette parisien affichent des gains annuels. En tête des meilleures performances du CAC 40, on retrouve le groupe hôtelier Accor (+35,95%), qui a dépassé les attentes au troisième trimestre, une période clef, car se déroulant au cours de l'été, et s'est offert le luxe de relever ses objectifs. Safran (+33,01%) occupe la deuxième place de ce podium même si l'action a connu un coup d'arrêt, début décembre, à la suite de la communication d'objectifs prudents à moyen terme. Deutsche Bank y a toutefois vu un point d'entrée, passant à l'achat sur le dossier quelques jours plus tard.

Schneider Electric (+32,52%), signe aussi une belle année après avoir également renoué ses objectifs pour 2024 cet été, et a affiché une forte croissance (+6,8% en données comparables sur neuf mois). Un beau parcours qui n'a pas souffert du changement surprise de directeur général, en novembre. A contrario, l'année 2024 est à oublier pour Stellantis qui accuse l'une des plus fortes baisses du CAC 40 (-40,20%). Meilleure performance de l'indice parisien en 2023, l'action du constructeur automobile a vu son destin boursier basculer à partir du printemps 2024, enchaînant les contre-performances opérationnelles, jusqu'à émettre un lourd avertissement sur résultats fin septembre. Une série noire qui a précipité le départ de Carlos Tavares, son emblématique patron qui avait été alors l'artisan du redressement d'un PSA qui se remettait difficilement de ses difficultés de 2012, lorsque la société brûlait pour plusieurs centaines de millions d'euros de cash par mois. Kering a perdu 40,29%, plombé par

des résultats dégradés en raison d'un redressement qui tarde à se matérialiser chez Gucci, la marque phare du groupe de luxe, et d'un net ralentissement de la demande en Chine. Edenred (-41,49%) est aussi l'un des grands perdants en Bourse de l'année 2024. Les investisseurs ont été échaudés par des publications décevantes, notamment celle du troisième trimestre et le titre a été pénalisé par le risque réglementaire en France (où un rapport de la Cour des comptes avait pointé les avantages fiscaux sur les titres restaurants et chèque-cadeaux) ainsi qu'en Italie. Mais la plus forte baisse de l'année 2024 revient à STMicroelectronics, avec un repli de 46,35%. Le spécialiste franco-italien des semi-conducteurs a dû faire face à une faible dynamique sur ses différents segments, notamment dans l'automobile, et a dû abaisser ses objectifs annuels à plusieurs reprises. Pour terminer sur une note plus festive, nous profitons de cette dernière séance pour vous souhaiter, très chers lecteurs, une bonne année 2025 au nom de toutes les équipes de BFM Bourse !

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 30 Décembre 2024 Valeur : 02 Janvier 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.5604	135.5754
1	EUR	EURO	141.1997	141.2425
1	GBP	POUND STERLING	170.5591	170.5780
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8684	85.8833
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5714	18.5738
1	CHF	SWISS FRANC	150.3220	150.3553
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.1392	94.1692
1	DKK	DANISH KRONE	18.9492	18.9534
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3274	12.3315
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9297	11.9456
1	AED	UAE DIRHAM	36.9063	36.9114
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.0917	36.1149
1	KWD	KUWAITI DINAR	439.8456	440.1799
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2793	42.7042
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4405	13.4419
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5166	27.6577
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4061	3.4167
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7908	176.7908

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street s'apprête à terminer l'année en recul

La Bourse de New York s'apprête à finir en baisse mardi sa dernière séance de l'année, raccourcie en raison du réveillon de la Saint-Sylvestre, après avoir atteint des records en 2024. Dans l'après-midi, l'indice Dow Jones cédait 0,12%, ou 51,73 points, à 42.526,90 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, perdait 21,96 points, soit 0,37% à 5.884,98 points. Le Nasdaq Composite reculait de son côté de 138,04 points, soit 0,71% à 19.348,745 points. Les trois principaux indices améri-

cains devaient la dernière séance de l'année en territoire négatif, lors d'une séance lors de laquelle les volumes d'échange ont été faibles, qui a contrasté avec l'année tumultueuse sur le point de s'achever. L'année 2024 a été marquée par l'intensification des conflits géopolitiques, l'élection présidentielle américaine et l'évolution des spéculations concernant la politique de la Fed au cours de l'année à venir. "Il n'y a pas de rallye du Père Noël cette semaine", a déclaré Greg Bassuk, directeur général d'AXS Invest-

ments à New York, faisant référence au phénomène lors duquel la Bourse a tendance à monter dans les derniers jours de décembre. Il a toutefois estimé que l'année 2024 avait été "une année de gains sur les marchés d'actions, grâce à l'explosion de l'IA, aux réductions des taux d'intérêt de la Fed et à une économie américaine robuste." Le Nasdaq est sur le point d'enregistrer une hausse de près de 29% en 2024, tandis que le S&P 500 semble en passe de gagner plus de 23%, ce qui constituerait la meilleure perfor-

mance de cet indice sur deux ans depuis 1997-1998. L'indice Dow Jones est quant à lui sur le point de progresser de près de 13% sur l'année. Sur l'ensemble de 2024, les meilleurs performances sectorielles sont pour les services de communication, la technologie et la consommation discrétionnaire, avec des gains de 30% à 40% sur l'année. Pour 2025, les marchés financiers estiment actuellement que la Fed devrait procéder à de nouvelles baisses de ses taux d'intérêts d'envi-

ron 50 points de base. Les investisseurs examinent également les incertitudes entourant les politiques de l'administration du président élu américain Donald Trump en matière d'impôt et de droits de douane. "Les investisseurs devraient se montrer prudents quant à l'impact qu'aura la future administration Trump et la manière dont cela affecte certains secteurs", a estimé Greg Bassuk, ajoutant que l'instabilité géopolitique pourrait également affecter certaines entreprises.

POUSSÉ PAR L'UKRAINE ET L'HIVER

Le gaz européen atteint les 50 euros

Le cours du gaz européen a atteint la barre symbolique des 50 euros le mégawattheure mardi, une première depuis plus d'un an, porté par l'expiration d'un accord de transit entre l'Ukraine et la Russie, un hiver froid et une dépendance accrue au gaz naturel liquéfié (GNL), sensiblement plus cher.

Vers 15H35 GMT (16H35 à Paris), il gagnait près de 5% à 50,430 euros le mégawattheure (MWh), son plus haut niveau depuis octobre 2023. Cette hausse est liée à l'arrêt attendu des flux russes via l'Ukraine, qui n'autorisera plus à partir du 1er janvier le transit de gaz russe sur son territoire en direction des pays européens, comme l'a confirmé mardi l'opérateur ukrainien. En Europe, certains pays du centre et de l'est de l'Europe, comme l'Autriche, la Hongrie et la Slovaquie restent très dépendants du gaz russe. Selon l'Oxford Institute for Energy Studies, l'interruption aura pour conséquences une accélération de la chute des réserves européennes et des pressions à la hausse sur les prix du gaz. Les températures froides depuis fin octobre ont en outre déjà favorisé l'utilisation de chauffage et le manque d'ensoleillement et de vent ont conduit à produire une part plus importante de l'électricité à partir de gaz naturel.

Réserves plus basses

Les réserves de gaz sont en moyenne d'environ 73% dans les pays de l'Union



européenne (UE), selon la plateforme européenne Aggregated Gas Storage Inventory (AGSI), un taux largement inférieur aux 86% constatés à la même période en 2023. Pour y faire face, le seuil requis des réserves de gaz de l'Union européenne au 1er février prochain a été rehaussé de 45% à 50%, a annoncé la Commission européenne vendredi 29 novembre. Le géant russe Gazprom a également annoncé samedi qu'il cesserait de livrer du gaz à la Moldavie au 1er janvier à la suite

d'un différend financier avec cette ex-république soviétique venant de réélire une présidente pro-européenne. Son différend commercial avec Gazprom est antérieur à l'invasion russe de l'Ukraine et concerne la filiale Moldova-gaz, détenue à 50% par le groupe russe. Par ailleurs, la part croissante du GNL américain, pour remplacer le gaz russe acheminé par gazoduc en Europe, a augmenté les coûts du mégawattheure de manière structurelle depuis le début de la

guerre en Ukraine. Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'UE a réduit son exposition au gaz russe, mais selon Christoph Halser, analyste de RystadEnergy, cette ressource représente encore 14% de sa consommation totale en 2024, soit plus que les 12% de l'an passé.

"Plus froid que prévu"

Dans ce contexte, "un hiver plus froid que prévu ou de nouveaux retards dans les projets de GNL" pourraient à court terme mener à des prix autour des 60 euros par mégawattheure, avance Daniela Sabin Hathorn, analyste de Capital.com. Le cours subit aussi la pression d'une prime de risque liée à l'escalade de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, notamment depuis la décision de Joe Biden d'autoriser Kiev à utiliser des missiles américains ATACMS, d'une portée de 300 km, sur le sol russe. A plus long terme, la présidence de Donald Trump aux États-Unis, devrait "accélérer l'expansion des infrastructures américaines de GNL" et "renforcer l'offre mondiale", expliquent les analystes de RystadEnergy.

400 FERMETURES EN 2024

Il n'y a jamais eu aussi peu de pubs en Angleterre et au pays de Galles

400 fermetures d'établissements ont été recensés en 2024. Le secteur connaît de grandes difficultés depuis quelques années. Pour la première fois le pays compte moins de 39.000 pubs. Une allégorie de la santé économique du Royaume-Uni. Plus de 400 pubs en Angleterre et au Pays de Galles ont mis la clé sous la porte en 2024, en raison de l'augmentation des coûts et de la prudence des consommateurs face aux dépenses, rapporte le Guardian. Le nombre total de ses bars emblématiques est

tombé en dessous de 39.000 pour la première fois depuis leur recensement, selon la société de données immobilières Altus Group. La majorité des fermetures ont eu lieu dans la première moitié de l'année (305). Certains pubs ont été transformés en maisons, bureaux ou crèches. Ces chiffres confirment une tendance plus large: le secteur connaît de grandes difficultés depuis quelques années. D'autant qu'il n'a pas été aidé par les confinements dus à la pandémie de Covid-19 et à la flambée des prix de l'éner-

gie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Difficultés supplémentaires

En 2023, l'inflation a encore été importante malgré un assagissement en fin d'année. Conséquences: des hausses de charges sur le chauffage, l'électricité ou encore la bière. Afin de combler les coûts, les prix des pintes ont augmenté. Ce qui a davantage limité la consommation voire fait fuir le client, qui fait aussi face à une flambée des coûts du quotidien.

D'autant que le "divorce" entre les Britanniques et leurs emblématiques pubs ne datent pas d'hier. Plusieurs politiques de santé publique ont été mises en place par le gouvernement britannique afin de réduire la consommation d'alcool dans le pays. Les pubs indépendants de quartiers en sont les premières "victimes" de ces différents plans. L'avenir ne s'annonce guère plus radieux. Des dispositifs d'exonération fiscale, mis en place pour soutenir le secteur durant la pandémie, devraient disparaître en avril 2025.

71 millions de livres

"Beaucoup de patrons de pubs que je rencontre sont extrêmement inquiets que ce puisse être leur dernier Noël, en raison de la combinaison de l'augmentation des charges sociales, des hausses du salaire minimum et de la réduction du rabais sur les taxes professionnelles, qui passera de 75% à 40% en 2025", expose Alex Probyn, président de l'activité de fiscalité foncière d'Altus Group dans le Guardian.

ARGENTINE

Milei reprend encore le budget de 2023 pour 2025

Pour la deuxième année consécutive, le président argentin a décrété une reconduction de la loi de finances votée en novembre 2022. Bis repetita. Le président argentin Javier Milei a décrété lundi que le budget pour l'année 2025 serait une copie de celui de 2023, également utilisé en 2024, dans une période d'austérité budgétaire et de négociations avec le Fonds monétaire international. "Il convient de proroger les ressources, recettes financières et crédits en vigueur à la fin de l'exercice 2024", précise le décret publié au bulletin officiel.

Mesure sans précédent

Cette mesure sans précédent intervient

dans un contexte où l'inflation cumulée entre novembre 2022, date de l'adoption de la dernière loi de finances en Argentine, et novembre 2024, a atteint 628%, selon un calcul s'appuyant sur des données officielles. En septembre, Milei avait présenté au Congrès un projet de loi de finances qui prévoyait une inflation de seulement 18,5% et une croissance du PIB de 5% en 2025. Mais le texte n'a pas obtenu l'accord du Congrès, car les amendements proposés par l'opposition, comme l'augmentation des provisions pour les retraités et les universités, n'ont pas été acceptés par le parti au pouvoir, parce qu'ils compromettaient selon lui son objectif de parvenir à un excédent budgétaire.

L'Association argentine du budget et de l'administration des finances publiques (ASAP) a souligné lundi que c'est la première fois que deux reconduites à l'identique successives du budget de l'Etat sont décidées. Les législateurs de l'opposition ont également rejeté cette prolongation et ont suggéré que l'exécutif n'avait jamais eu l'intention d'approuver la loi de finances pour 2025.

Négociations avec le FMI

"Milei a fait échouer les séances et bloquer les accords pour que le budget ne soit pas approuvé et qu'il puisse dépenser comme il voulait, comme un petit monarque", a écrit la députée

d'opposition Margarita Stolbizer sur X. La reconduction du budget de 2024 intervient en période de négociation avec le Fonds monétaire international (FMI) pour parvenir à un nouvel accord, après l'optimisme généré au sein du parti au pouvoir par la victoire électorale aux Etats-Unis de Donald Trump, qui apparaissait proche du président argentin. Cependant, la semaine dernière, Trump a nommé à la tête du Département d'Etat pour l'Amérique latine l'ancien chef de la Banque interaméricaine de développement (BID), Mauricio Claver-Carone, qui s'est montré critique à l'égard de la gestion de Milei.

MALGRÉ SON RESTYLAGE

la Tesla Model 3 a vu ses ventes s'effondrer

Aidée par un restylage de grande ampleur, la Tesla Model 3 pouvait espérer une belle année 2024. Mais c'était sans compter sur la perte de son bonus écologique et d'autres facteurs extérieurs.

Le "calendrier Tesla" semble différer de celui des autres constructeurs. Premier véhicule vraiment grand public de la marque américaine, la Model S en est encore à sa première génération... alors qu'elle a été commercialisée aux États-Unis il y a plus de douze ans, en 2012. Cela en fait donc l'un des modèles les plus âgés du marché. Mais sa petite sœur Model 3 commence aussi à prendre de la bouteille. Ses livraisons outre-Atlantique ont démarré en 2017, soit il y a déjà sept ans. Pour tenter d'effacer ses rides, Tesla lui a offert un important lifting fin 2023. Phares affinés, feux arrière plus personnels, habitacle encore plus épuré, insonorisation améliorée, confort de suspension adouci : même s'il ne s'agissait pas d'un renouvellement intégral, les changements ont été nombreux et importants. En prime, le rapport prix-prestations est resté canon. Pourtant, en France, plus d'un an après le lancement de ce lifting, aussi connu sous le nom de code "Highland", les ventes de la familiale électrique ont sérieusement dégringolé.

Une baisse de plus de 45 % !

A l'heure d'écrire cet article, nous n'avons pas encore les chiffres de décembre. Or on sait que les livraisons de Tesla peuvent fluctuer très fortement d'un mois à l'autre. C'est encore plus vrai pour la Model 3 qui arrive par bateau de Chine, alors que la majorité des SUV Model Y écoulés dans l'Hexagone sont fabriqués dans l'usine allemande de Berlin. Mais la situation semble malgré tout impossible à redresser pour la berline quatre-portes. Sur les 11 premiers mois de 2024, ses immatriculations ont en effet chuté de 45,7 % par rapport à la même période de 2023, selon les données de NGC-Data traitées par le site Autoactu.com. C'est bien simple, aucun modèle du top 50 ne fait pire. Même la Fiat 500, qui a connu de nombreuses interruptions de production en déclinaison élec-



trique et perdu sa version micro-hybride en cours de route, se contente d'une baisse de 36,3 % toutes variantes confondues. Quant au grand frère Model Y, malgré une année 2024 compliquée avec un restylage qui se fait attendre, il diminue "seulement" de 26,9 %.

Un contexte français assez particulier

La Model 3 est ainsi passée de 19 749 à seulement 10 728 immatriculations. Cette dégringolade intervient toutefois dans un contexte français assez particulier. Depuis le 15 décembre 2023, cette berline a en effet perdu son bonus écologique. Sa production en Chine ne lui permet plus d'obtenir le "score environnemental" nécessaire pour pouvoir bénéficier de cette aide. De manière assez inhabituelle, ses versions d'entrée de gamme ont ainsi pu se retrouver artificiellement plus chères que leur équivalent sur le Model Y, toujours éligible à cette incitation gouvernementale grâce à sa fa-

brication en Allemagne ! Bon nombre de clients ont ainsi préféré choisir la carrosserie la plus "tendance" et la plus pratique, qui exige en général un surcoût important chez tous les constructeurs. Malgré sa baisse de forme, le SUV a encore trouvé 23 769 acheteurs dans l'hexagone, ce qui en fait toujours la meilleure vente de voitures électriques du pays devant la petite Peugeot e-208. L'écart avec la berline s'est donc creusé.

Une situation difficile pour l'électrique en général

La Model 3 n'est pas la seule à avoir souffert de cette situation. La compacte MG4 chute carrément de 54,7 %, alors que son constructeur n'a pas lésiné sur les remises pour compenser la perte du bonus écologique. Tesla s'est montré beaucoup moins agressif sur ce point. Même si la marque a consenti à une baisse de prix en cours d'année, elle n'a guère communiqué dessus et a

plutôt privilégié le Model Y pour ses diverses promotions. Le marché de la voiture électrique en général a par ailleurs vécu une année difficile en Europe, et la France n'a pas fait exception. Au premier abord, les chiffres sont quasiment stables pour ce type de motorisation sur les 11 premiers mois de 2024. Mais ils sont à prendre avec des pincettes car ils ont été faussés par le succès de l'éphémère leasing social... dont la quatre-portes américaine n'a pas pu profiter.

Toujours la reine des familiales

A défaut d'avoir fait des miracles, on peut donc supposer que le lifting de cette familiale a au moins contribué à limiter la casse. Les scores de la Model 3 ont d'ailleurs encore de quoi faire rougir la plupart de ses concurrentes, qu'elles soient "zéro émission" ou non. Elle demeure la plus vendue des familiales en France, et de loin. En dépit d'un lifting très visible, la Peugeot 508 n'a ainsi trouvé que 2 440 amateurs depuis le début de l'année, soit 17,3 % de moins qu'en 2023. La BMW Série 3 n'a séduit que 3 866 clients, et l'i4 à peine 2 624. Même si ce "coupé quatre-portes" électrique bavarois est en hausse de 28,4 %, il est donc toujours quatre fois moins diffusé chez nous que la plus petite des Tesla actuelles. La situation est encore largement pire pour la Hyundai Ioniq 6, qui chute de 74,9 % depuis un niveau déjà très bas pour tomber à 244 exemplaires. Quant à la nouvelle ID.7, dont le gabarit se rapproche davantage de la Model S, elle a dû se contenter de 400 maigres immatriculations. La Model 3 est donc toujours la reine... mais dans un royaume qui semble se réduire de plus en plus au sein de l'Hexagone. La récente baisse du bonus écologique et la fin de la prime à la conversion pourraient cependant l'aider à retrouver des couleurs en 2025, en rendant le Model Y moins attractif pour certains clients.



APRÈS UNE ANNÉE FOLLE

Jusqu'où ira le Bitcoin en 2025 ?

Le Bitcoin est re-devenu un actif extrêmement attirant, avec l'explosion de son cours durant cette année. Et l'année 2025 pourrait continuer sur une note positive pour plusieurs raisons.

2024 restera une année particulièrement faste pour le Bitcoin. Car l'or numérique aura commencé sa route en janvier dernier aux environs des 40 000 dollars, puis aura dépassé son précédent record au mois de mars, avant même le quatrième halving, qui aura lieu le mois suivant. Derrière, la plus importante des cryptomonnaies aura connu six mois de stagnation, avant l'élection de Donald Trump, à l'origine d'un mois de folie durant lequel elle dépassait enfin pour la première fois de l'histoire les 100 000 dollars.

Autant d'événement qui font se dire à beaucoup qu'on ne pourra pas avoir une année aussi riche en événements durant 2025. Pourtant, le Bitcoin pourrait bien encore réserver des surprises intéressantes à l'avenir !

L'effet Trump, et l'effet Musk

Le Bitcoin et les cryptomonnaies ont indéniablement bénéficié du coup de fouet représenté par l'élection de Donald Trump, soutenu de manière solide par Elon Musk. Deux hommes qui ont beaucoup plaidé en faveur des cryptomonnaies. L'homme d'affaires républicain a ainsi d'un côté expliqué vouloir faire des États-Unis la capitale mondiale du Bitcoin, quand le patron de Tesla et de SpaceX est depuis plusieurs années connu comme le plus grand soutien du Dogecoin.

L'on a déjà pu observer à partir du 5 novembre ce que l'arrivée aux responsabilités de ce duo a eu comme impact sur les cours du Bitcoin et des d'autres cryptomonnaies. Or, la prise de pouvoir officiel de Donald Trump n'aura lieu que le 20 janvier prochain. C'est à cette occasion qu'il pourra commencer à introduire d'éventuelles législations pro-crypto. Elon Musk de son côté pourra aussi commencer son action de rationalisation des administrations américaine, une action qui sera effectuée à travers une entité dont, pour rappel, l'acronyme est D.O.G.E.

Dans un peu moins d'un mois, ces deux personnes seront ainsi encore plus mises en avant, avec une action aux conséquences concrètes. De quoi potentiellement accroître encore plus la confiance des investisseurs, et pousser



les cours une fois encore à la hausse. L'idée d'une réserve stratégique de bitcoins fait son chemin aux États-Unis. Surtout qu'il ne s'agit pas seulement de déclarations d'amour aux cryptos qui sont émises par le clan Trump. Depuis plusieurs semaines, on entend en effet parler de la possibilité de créer une réserve d'un nouveau genre aux États-Unis, à savoir une réserve fédérale stratégique de bitcoins. Il s'agirait pour Washington d'acquérir sur le marché au fil du temps des bitcoins. La proposition de loi récemment déposée par la sénatrice républicaine Cynthia Lummis prévoit dans cette idée que les États-Unis acquièrent à terme 5% de l'offre totale du Bitcoin, soit environ 1 million de bitcoins.

« Pour être clair, l'objectif "stratégique" de la Réserve stratégique de Bitcoin est de : explicitement, stratégiquement, rembourser la dette publique qui pèse sur la tête de chaque Américain. Mettre les futurs Américains sur un meilleur pied, sans être encombrés par une dette qu'ils n'ont jamais soutenue ou dont ils n'ont jamais bénéficié » a-t-elle dernièrement indiqué sur X.

Une telle réserve permettrait aussi, selon ses partisans, de préserver le gouvernement fédéral de l'inflation. En soi, l'idée n'est pas nouvelle, un pays comme le Salvador s'étant lancé dans l'aventure depuis quelques années. Mais le fait que le pays le plus puissant au monde réfléchisse dorénavant sérieusement à cette possibilité lui donne une importance bien plus élevée. Preuve en est, le Brésil

a aussi évoqué la constitution d'une telle réserve, tout comme l'opposition politique en Pologne. Si le Bitcoin commençait à réellement être envisagé comme un actif de réserve par les grands gouvernements, sa valeur devrait nécessairement être impactée.

La Russie veut utiliser le Bitcoin dans le commerce international

De manière assez intéressante, si le Bitcoin fait une véritable percée dans le monde atlantique, il est aussi vu comme un outil intéressant pour l'avenir de l'autre côté, chez un adversaire stratégique comme la Russie. En effet, Moscou, et plusieurs de ses alliés au sein des BRICS, considèrent le Bitcoin et la blockchain comme des alternatives crédibles à terme pour passer outre le dollar dans les échanges internationaux – quelque chose d'important pour la Russie, au vu des très nombreuses sanctions auxquelles elle doit faire face.

Et pour se passer du dollar, la Russie utilise déjà le Bitcoin dans ses échanges internationaux. Un phénomène qui s'accroît dans le temps, selon encore une déclaration ces derniers jours faite par le ministre russe des Finances, Anton Siluanov. Il a ainsi indiqué que la Russie utilisait déjà ces actifs pour effectuer des transactions avec l'étranger, dans le cadre de ses échanges commerciaux. Une utilisation que le gouvernement russe souhaite encore plus intense à l'avenir, toujours selon le ministre. Le même pays a par ailleurs déployé à la

rentrée un nouveau cadre juridique pour autoriser la pratique de minage de bitcoins, sous certaines conditions. Le Bitcoin devrait ainsi avoir un statut encore plus important à l'avenir, statut poussé par les adversaires des États-Unis.

L'euphorie va-t-elle piéger une fois encore les investisseurs ?

Difficile quand on fait la somme de ces informations de ne pas attendre beaucoup des cryptomonnaies. Même si l'on sait que dans le secteur de la crypto, il n'y a encore rien de vraiment établi, et que son statut peut vite changer dans une nation. On pense par exemple au Salvador, qui a voulu être le territoire du Bitcoin depuis 2021, et qui doit finalement faire machine arrière pour obtenir de l'argent de la part du FMI. Pourtant, il est bon de se rappeler que le Bitcoin, et derrière lui, l'ensemble des altcoins, ont toujours répondu depuis leur création à des cycles, initiés généralement par le halving, et qui finissent par une chute des cours. Il faut ainsi se souvenir du précédent cycle, qui avait commencé avec la crise du Covid, et la montée en flèche du Bitcoin durant les années 2021 et 2021. À cette époque, un enthousiasme débordant avait pris les investisseurs, enthousiasme par ailleurs bien excité par des noms qui nous sont aujourd'hui bien connus – comme celui d'Elon Musk.

L'homme d'affaires avait alors fait acheter du Bitcoin par sa compagnie Tesla, avant d'affirmer qu'elle accepterait les paiements dans cette monnaie (puis de rapidement revenir sur cette promesse). Il avait aussi beaucoup fait la publicité de sa cryptomonnaie préférée, le Dogecoin, au point d'apparaître dans l'émission du Saturday Night Live pour en faire la promotion. Excités, les investisseurs avaient durant les jours précédents son intervention acheté en masse, au point que le Doge avait atteint le jour de sa prestation son cours le plus haut de l'histoire à ce jour. Mais derrière, ce fut la dégringolade. Autant d'éléments qu'il convient de garder en tête quand on essaye de prédire le destin du Bitcoin en 2025, malgré les prochains mois qui s'annoncent souriants.

Brèves

Un LLM tourne sur un PC Windows 98

L'équipe d'Exo Labs a réussi à faire fonctionner un modèle Llama de Meta sur un vieux PC. Dans une vidéo, on voit un PC Elonex sous Intel Pentium II à 350 MHz, démarrant sous Windows 98. Une personne lance la version Llama c développée par l'informaticien Andrej Karpathy. Il demande alors au moteur d'IA de générer une histoire sur Sleepy Joe. L'assistant s'exécute dans un délai raisonnable et fluide.

Enquête ouverte sur le rachat de Hashicorp par IBM

L'autorité britannique de la concurrence a décidé d'approfondir ses investigations sur l'impact de l'acquisition du spécialiste open source de l'infrastructure as a code par IBM. La CMA (Competition Market Authority) a invité les parties intéressées à faire part de leurs commentaires sur le rachat avant le 16 janvier. Le régulateur a fixé un délai provisoire au 25 février pour décider d'autoriser l'opération ou de la soumettre à un examen plus approfondi. En avril dernier, IBM avait annoncé son

intention d'acquérir Hashicorp pour 6,4 Md\$.

Des extensions Chrome compromises

Plus d'une quinzaine d'extensions notamment sur des services d'IA (ChatGPT et Gemini pour Chrome, WayIn AI, TinaMind,...) pour le navigateur de Google ont été attaquées. Les éditeurs ont subi une campagne de phishing pour obtenir des accès. Les cybercriminels ont ensuite injecté un code malveillant dans les extensions pour dérober des cookies et des tokens d'accès d'utilisateur. Au total, les données de 600 000 personnes sont exposées.

Mots fléchés

Candidate		Félicé d'Amérique du Sud		Blocage momentanée		Le Messie		Poilu		Chaume		Le noble art	
Profondément				Bloc de glace		Tranche de pain passé au grill				Fleuve africain		Lieu de fouilles	
Griffe		Né						Endroits					
					Petit conduit								
Instrument à vent		Obtempère						Lac des Pyrénées	Uvule	Fleuve sibérien		Débloquer	Découpas
					Élèves								
					Administrés								
Incite		Beau-fils	Service de police			Outil tranchant					Langue du sud		
			Bière anglaise										
						Fleurs		Embarras					
Semblable													
Engendrées				Souverain				Titane			Se dirige		
								Souverains					
								Plantigrades					
Chameau	Assise		Reine d'Egypte	Localisés							Fatigue		Anonner
					Manillon		Electron-volt		Département français				
									Surface agricole				
Humour				Ajustais								Pièce de quincaillerie	
Beau château													
				Châtier						Personnage biblique			
				Poisson plat						Ivre			
Lieux de culte		Opus			Ecoliers		Cubes de jeu				Pronom personnel		
											Baie jaune		
							Choisis		Département picard				
									Fondement				
Ecimée		Condiment				Ont de gros os						Fibre textile	
		Maître des vents											
						Marchera		Atolls					Monnaie japonaise
Futurs officiers de réserve				Carreau						Erbium	Achoppement		
				La Terre-Mère							Nickel		
Absorbée	Aérienne							Service de l'armée					
			Agence spatiale				Léger						

La population mondiale s'élève à 8,09 milliards d'humains

La population mondiale a augmenté de plus de 71 millions d'âmes en 2024 et s'élève, dès ce 1er jour de l'an 2025, à 8,09 milliards d'habitants. Le Bureau du recensement des Etats-Unis, estime que l'augmentation de 0,9 % enregistrée en 2024 constitue un léger ralentissement par rapport à 2023, lorsque la population mondiale a augmenté de 75 millions de personnes. Selon les estimations, 4,2 naissances et 2 décès se font chaque seconde dans le monde durant ce mois de janvier.



CONSEIL DE LA NATION
Goudjil adresse ses vœux au peuple algérien à l'occasion du Nouvel An 2025

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a adressé ses vœux au peuple algérien à l'occasion du Nouvel An 2025, souhaitant que cette année soit porteuse de nouvelles réalisations et de grandes ambitions. "La Nation algérienne accueille l'année 2025 avec enthousiasme, une année que nous souhaitons prospère et porteuse de nouvelles réalisations mais aussi une année marquée par la consécration de la souveraineté dans le cadre de l'Etat social et de la bonne gouvernance", a écrit M. Goudjil sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. "A l'aube de cette nouvelle année, puisse l'Algérie novembriste demeurer prospère dans l'unité et le dialogue et attachée, comme elle l'a toujours été, à ses positions honorables et à sa liberté de décision. Bonne année", a-t-il ajouté.

NOUVEL AN
Le Président Tebboune présente ses vœux au peuple algérien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, mardi soir, au peuple algérien, ses vœux à l'occasion de l'avènement du nouvel an 2025, appelant à la poursuite des efforts pour que la nouvelle année soit riche en réalisations et en acquis. "Nous nous apprêtons, aujourd'hui, à tourner la page de l'année 2024, une année marquée par des acquis et des réalisations accomplis grâce aux efforts des enfants de ce cher pays qui avance à pas sûrs vers la réalisation d'un développement prometteur, l'habilitant, ainsi, à rejoindre le rang des pays émergents. En cette même année où vous m'avez fait l'honneur de me renouveler votre précieuse confiance pour continuer à travailler ensemble avec un grand optimisme, motivé par des données et indicateurs réalistes, caractérisant désor-



mais l'Algérie aux niveaux, africain et arabe", a souligné le Président de la République dans une allocution adressée au Peuple algérien. "Tout en saluant l'en-

semble des Algériennes et Algériens pour leur détermination et leur haut sens de patriotisme en vue de servir notre économie et de propulser davantage notre développement, je tiens à appeler à la poursuite des efforts pour que l'année 2025, si Dieu le Veut, soit riche en réalisations et en acquis, grâce à la vision d'une Algérie victorieuse et à nos potentialités prometteuses dans divers domaines", poursuit le président de la République. "Je présente à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, ainsi qu'à nos enfants de la communauté nationale à l'étranger, mes vœux de bonheur et de bonne santé en ce Nouvel An, et pour notre chère patrie, davantage de prospérité et de progrès.", a-t-il dit, ajoutant : "Je souhaite également sécurité et fin des agressions à nos frères en Palestine meurtrie".

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

2025, une année comme les autres ?
Certainement pas

Une chronique de fin/début d'année peut porter soit sur l'année qui vient de s'écouler, soit sur la nouvelle année. Autant l'année 2024 était annonciatrice de grands bouleversements, l'année 2025 semble se caractériser par une grande incertitude. Rien n'est clair, sauf à considérer que ce qui a caractérisé l'année 2024 se poursuivra. Sur ce registre, quatre événements ont été remarqués : le deuxième mandat de Trump, la rivalité entre les USA et la Chine, le développement rapide de l'IA et la nouvelle géopolitique au Moyen Orient. La guerre en Ukraine n'est plus un enjeu, elle est devenue un jeu.

Ces enjeux vont peser très lourdement sur l'économie mondiale. Le monde est sans doute plus incertain qu'il y a 5 ans ou 10 ans en dépit des promesses liées à l'intelligence artificielle. L'ancien économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff, déclare à ce sujet : « Je suis nettement moins optimiste quant aux perspectives du second mandat de Trump, bien que je n'aille pas jusqu'à prévoir un krach. Comme en 2016, le républicain hérite d'une économie solide, qu'il qualifie à tort de « désastreuse ». Mais il sera confronté à un paysage économique plus difficile que durant son premier mandat, quelles que soient ses politiques nationales. ... Dans le même temps, la Chine adoptant une position de plus en plus agressive à l'égard de ses voisins, le risque de confrontation en mer de Chine méridionale est dangereusement élevé. » (Le monde du 30/12/2024). Trump menace les principaux partenaires de mesures protectionnistes allant jusqu'à 75% pour la Chine, 25% pour le Canada et le Mexique, pays avec lesquels il y a un accord de libre échange. L'Europe aussi est visée pour ses 500 Mds de \$ d'exportation vers les Etats-Unis. Rogoff poursuit : « Pendant ce temps, l'Allemagne, première économie de l'Europe, traverse une très mauvaise période depuis que la guerre en Ukraine est venue ébranler les trois piliers de son modèle de

croissance : gaz russe bon marché, exportations vers la Chine, garanties américaines de sécurité. L'Allemagne est entrée en récession en 2023, et est restée enlisée en 2024. L'évolution du monde en 2025 dépendra en grande partie de la Chine, premier exportateur et deuxième marché de consommation de la planète. » La rivalité entre les USA et la Chine risque de perturber l'économie mondiale de manière très significative. La Chine a joué un rôle central dans l'économie mondiale au cours des trente dernières années. Certes, le dynamisme qui caractérisait l'économie chinoise depuis une trentaine d'années semble s'être ralenti. La confiance des investisseurs étrangers se situe à son plus bas niveau historique. Dans ce contexte, certains affirment aujourd'hui que l'économie chinoise aurait déjà atteint son apogée. Dans les faits, rien n'est moins sûr. La nouvelle géopolitique au Moyen Orient est l'un des grands enjeux économiques de l'année 2025. Elle redessine les « routes du gaz », reconfigure les nouvelles rivalités économiques entre pays de la région (Iran, Pays du Golf, Turquie, Afrique du Nord...) et aiguise les conflits internes par les manipulations des « tuteurs » externes. La vieille Europe, acculée par l'Amérique de Trump et la compétitivité chinoise se re-déploiera au Moyen Orient pour l'énergie et vers l'Afrique pour les matières premières. Le gaz et les minerais rares seront au cœur des nouveaux enjeux économiques. La régulation du marché du gaz par les énergies renouvelables, le nucléaire et le charbon ne sera pas décisive, car la consommation va connaître des niveaux très élevés ; l'offre aussi sera conséquente si l'on en juge par les investissements en cours dans tous les types d'énergies. L'année 2024 a été particulièrement coûteuse en situations de catastrophes naturelles. On estime à plus de 280 Mds de \$ les effets des Inondations, des Typhons, des Ouragans et des Tempêtes à travers le Monde. Le changement climatique est certainement

pour quelque chose, mais les Cop se soldent par des échecs récurrents tant les intérêts sont opposés et les lobbys de plus en plus actifs. Les promesses de l'IAG (Intelligence Artificielle Générative) sont immenses si l'on en croit les acteurs de l'industrie ou les commentateurs technologiques des principaux journaux. Certains économistes, comme le dernier prix Nobel Acemoglu, font de l'IAG l'instrument déterminant du développement économique et social au cours des années à venir. En effet, la mise au point de l'intelligence artificielle (IAG) – une technologie d'IAG capable d'accomplir n'importe quelle tâche cognitive humaine – est imminente. Le débat tourne principalement autour de la question de savoir si ces formidables capacités nous rendront prospères au-delà de nos rêves les plus fous, ou si elles seront au contraire synonymes de fin de la civilisation à travers l'asservissement des humains à des IA super intelligentes. Déjà, les premières conséquences négatives s'annoncent. Les besoins énergétiques de l'IAG sont immenses. Selon une étude du MIT, l'IA peut consommer plus de 1000 terawatts-heures d'ici à 2026 ; soit l'équivalent de la consommation d'un pays comme le Japon. Toujours selon le MIT, une application comme GPT-3 pourrait générer jusqu'à 25 tonnes de Co2 pour un entraînement intensif. Quant aux besoins en eau, pour l'IA, ils pourraient atteindre jusqu'à 6,6 Mds de m3 d'ici à 2027. Ce sont, à grands traits, les enjeux des années à venir et dont la préoccupation doit être immédiate, tant pour chaque pays que pour l'ensemble du Monde. L'Algérie doit dessiner son avenir et son destin dans le sillage de ces enjeux ; ses atouts sont nombreux, mais les menaces sont fortes. Le génie et de tracer un chemin vertueux pour la prospérité des algériens. Les défis sont immenses et la mobilisation autour d'un projet économique ambitieux mais réaliste demeure la voie à suivre.